

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 245. — 19 JUIN 1965

## LÉO LAGRANGE : Il avait donné le meilleur de lui-même à une jeunesse qu'il voulait socialiste

**Q**UAND, en 1936, Léon Blum annonça la création d'un ministère des Sports et des Loisirs, cette décision provoqua une certaine surprise dans l'opinion.

La jeunesse, la joie et le bonheur n'avaient pas eu, jusqu'en 1936, droit de cité parmi les préoccupations des gouvernements.

Ce fut l'intuition géniale de Léon Blum d'avoir créé ce ministère des Sports et des Loisirs, et de l'avoir confié à Léo Lagrange.

Personne n'était plus qualifié que lui pour entreprendre une telle œuvre.

Comme Léon Blum, Léo Lagrange pensait que l'intégration de la jeunesse, et surtout de la jeunesse travailleuse, dans la nation, nécessaire face au péril fasciste, ne pouvait se faire que dans la joie.

Et il avait pressenti, d'autre part, ce qui maintenant devient une évidence, l'importance des loisirs dans notre civilisation industrielle, de cette civilisation dont l'orientation future sera en grande partie déterminée suivant que ses loisirs seront mollesse et dispersion, ou seront effort, culture et joie communautaires.

Léo Lagrange a défini lui-même le sens de son action :

« Essentiellement recréer le sens de la joie, recréer le sens de la dignité. »

Cette notion de dignité, de respect pour la jeunesse, pour sa liberté, a été à la base de toute son action.

C'était l'époque où Mussolini embrigadait les jeunes Italiens dans les Ballila, où Baldur von Schirach fanatisait la « Hitlerjugend ».

Léo Lagrange, lui, avait entrepris de former une jeunesse qui sache trouver la source de son enthousiasme et de son courage, non dans un dressage monolithique, mais dans sa liberté, dans son autonomie.

Les jeunes d'aujourd'hui ne comprennent sans doute plus ce que le nom de Léo Lagrange signifiait pour les jeunes de 1936.

Tout ce qu'il a apporté, tout ce qui s'est développé depuis, leur paraît maintenant comme allant de soi.

On a oublié qu'avant 1936, un enfant pouvait entrer en usine à 12 ans (11 ans s'il avait le certificat d'études !) et ne plus jamais connaître, durant toute sa vie, le goût des vacances.

Les congés payés étaient tout neufs en 1936, et c'est Léo Lagrange qui leur a alors donné leur style : bonheur et fierté, Auberges de Jeunesse, feux de camp sous les étoiles, champs de neige pour la première fois ouverts aux travailleurs, tandems sur les routes.



(Photo Keystone.)

Les premiers billets de congés payés amenaient les familles ouvrières sur les plages, groupées, gaies et victorieuses, regardées avec hargne par certains estivants bourgeois.

Je ne veux pas faire la liste de tout ce que Léo Lagrange avait entrepris durant son court ministère — création du brevet sportif populaire, mise en route d'une politique de terrains de sports et de piscines, encouragements aux jeunes compagnies théâtrales, etc.

Qu'il suffise de dire qu'il a été l'initiateur direct, ou indirect, de tout ce qui a été réalisé depuis lors dans le domaine de la jeunesse et des sports — réalisé avec une parcimonie indigne d'un pays dit « en expansion ».

Quant à l'esprit qui animait cette jeunesse de 1936, on ne l'a jamais retrouvé — si ce n'est, sous une tout autre forme, dans les maquis de la Résistance.

Que dirai-je de l'homme qu'était Léo Lagrange ?

Léo et Madeleine étaient, pour

Pierre Viénot et pour moi, des amis dans le sens complet du mot. Et il est difficile de parler de ses amis.

Je vois encore Léo devant mes yeux, dans des réunions politiques, dans des réunions d'amis.

Tout le monde le croyait natif du Nord, de cet Avesnois dont il avait fait la conquête avec l'aide de son ami Etienne Bécart, et dont il était le député bien-aimé.

Grand, blond, large d'épaules, il avait l'air d'un homme du Nord — mais il était, en réalité, né à Bourg-sur-Gironde.

Il était un intellectuel bien plus qu'un sportif.

Le Socialisme était pour lui une foi profonde, une révolte profonde contre l'injustice, une volonté de dignité pour tous les hommes.

Peu bavard, il parlait parfois avec une singulière véhémence.

Son intransigeance parfois abrupte, son absence de visées personnelles, sa profonde simplicité, sa générosité, impressionnaient tous ceux qui le côtoyaient.

Ses amis connaissaient des côtés plus secrets de son caractère, sa tendresse de cœur, et un certain romantisme qui était peut-être à la base de son entente profonde avec les jeunes des Auberges.

Léo Lagrange était passionnément patriote à la manière républicaine, dans l'esprit de 93.

Il avait — avant la lettre — prêché la résistance à Hitler.

Dégagé de toutes obligations militaires, il voulut s'engager pour partager le sort de cette jeunesse qu'il avait appelée à la lutte contre le fascisme national-socialiste.

Il y a 25 ans, à Evergnicourt, sur le canal de l'Aisne, il était tué au cours d'une dangereuse mission de retardement pour laquelle il avait été volontaire.

Andrée  
Pierre-Viénot

● Un parti uni

Il n'est pas un camarade qui ne se soit réjoui de l'unité du parti retrouvée. Cette unité ne signifie pas, bien sûr, que nous serons, dans l'avenir, unanimes sur tous les problèmes, sur toutes les interprétations, sur toutes les analyses. Cela ne veut pas dire que nous n'aurons plus entre nous des controverses et des confrontations, même passionnées, concernant des thèmes sur lesquels l'accord ne s'est pas spontanément réalisé. Dans un parti comme le nôtre où la démocratie n'est pas un vain mot, et qui se félicite de représenter toutes les nuances de la pensée socialiste, il n'est pas pensable que des courants n'existent plus. Ceux-ci sont un témoignage de vitalité et ils constituent un des éléments de la richesse et de l'originalité d'un parti qui ne serait plus ce qu'il est s'il entravait en son sein, et si peu que ce soit, la liberté d'expression d'une quelconque opposition.

Mais si l'indispensable cohésion d'un parti ne suppose pas la disparition des tendances, elle exige, du moins, la disparition de ce qu'on appelle les fractions, c'est-à-dire les tendances organisées, structurées avec leurs mots d'ordre, leur discipline, leur presse, leur refus, dans certaines circonstances, d'accepter la loi commune, celle que la majorité a décidée, leur rébellion ouverte contre une

orientation fixée après la consultation démocratique des sections et des fédérations; le Congrès de Pentecôte a, dans son unanimité, reconnu le danger que faisaient courir des pratiques d'insubordination caractérisées ou même seulement en puissance, à un parti, qui n'est ni un club, ni un groupe de pensée, ni une secte, mais dont la vocation est d'acquiescer une audience de plus en plus importante, d'influencer et de guider une opinion publique chaque jour un peu plus désorientée. La fin des fractions signifie aussi le retour à des rapports entre nous plus confiants et plus cordiaux, à un vocabulaire plus objectif et plus amical. Il ne serait pas bon, en effet, pour la santé du parti que des camarades qui sont en désaccord sur un problème, et même sur plusieurs problèmes, se considèrent comme des adversaires irréductibles de tendances, alors qu'ils sont seulement des camarades de tendances adverses.

Le développement d'un parti ne dépend pas seulement de sa capacité à déterminer des objectifs, à populariser des mots d'ordre correspondant aux nécessités de l'heure, mais aussi de son climat intérieur et de la confiance solidaire qui unit tous ses militants.

Berthe Fouchère.

qu'un seul parti vraiment de gauche !  
« De tout cœur, j'espère que des militants abusés rejoindront vos rangs. »  
D'autres vont l'imiter.

● Après le congrès

Extrait d'une lettre accompagnant une demande d'adhésion de M. H., 37, rue du Petit-Musc, à Paris (4) :  
« Après la mascarade du Congrès S.F.I.O., je crois qu'il ne peut exister

● Defferre à l'avant-garde du centrisme

Les projecteurs de la Télévision se sont éteints et le congrès de la S.F.I.O. s'achève.

...Les militants marseillais du P.S.U. savent à quoi s'en tenir sur le politicien Defferre dont ils ont suivi la brillante carrière. Ils connaissent bien ce bouillant « socialiste » plus à son aise avec les représentants de la haute bourgeoisie marseillaise qu'avec les militants ouvriers de son parti. Ils ont apprécié cet habile administrateur dont tous les efforts se portent vers les quartiers aisés aux avenues brillamment éclairées (Corni-

che-Cinq Avenues) mais qui feint d'ignorer les bosses et les trous des rues des quartiers ouvriers (Capelle, Belle-de-Mai).

Ils n'ont pas oublié le « citoyen courageux » qui manifestait en 1958 dans « Le Provençal » sa volonté de « descendre dans la rue »... et fit apposer un peu plus tard sur les murs de notre ville des affiches affirmant qu'il était à la proue de la V<sup>e</sup> République. Ils se souviennent encore d'une certaine élection législative de 1962 où le même Defferre, anticommuniste forcené ne fut élu député que grâce aux voix communistes. Ils n'oublient jamais enfin les dernières élections municipales de mars 1965 où reniant en bloc « laïcité et lutte des classes » M. Defferre s'allia aux grands patrons « indépendants » et aux M.R.P. antilaïques pour conserver son fauteuil de maire. Pendant plusieurs semaines « Le Provençal » ouvrit largement ses colonnes aux représentants de la droite et de l'extrême-droite marseillaise (par exemple : Bergasse et Moreau), publia des communiqués de l'archevêché, fit appel aux voix des rapatriés, sollicita avec impudence le suffrage des électeurs gaullistes. Ce qui ne l'empêcha pas, une fois les élections terminées, de se présenter à nouveau comme le journal du candidat de la gauche à la présidence de la République.

Aujourd'hui investi de la confiance de son parti M. Defferre va pouvoir en toute quiétude expérimenter à l'échelle nationale les méthodes dont il use sur le plan municipal. Il est permis de se demander ce que vont penser les militants de base de la S.F.I.O. Vont-ils une fois de plus fermer les yeux et refuser de regarder les réalités en face ? Militants d'un parti où depuis longtemps on néglige la doctrine vont-ils faire du « réformisme » un moyen et une fin ? Oublieront-ils longtemps encore que les luttes pour les réformes de répartition doivent se transformer en luttes pour des réformes de structure ? Admettront-ils qu'on puisse construire la société socialiste en s'unissant à des hommes qui ne sont pas socialistes et qui de plus sont hostiles à la laïcité et au progrès social ? Il est encore trop tôt pour en juger, mais de sérieux remous sont à prévoir...

C. Bancel.

NOUVELLES SECTIONS

- Une nouvelle section du P.S.U. a été constituée à Sainte-Eutige (Lot-et-Garonne).
- Section du Coin Frontalier (Haut-Rhin) Secrétaire : Norbert Meyer, 36, rue Michelfeden, Saint-Louis (Haut-Rhin).
- Section de Sultz (Haut-Rhin). Secrétaire : Louis Foulleron, 4, rue de Rimbach, Sultz (Haut-Rhin).

PROPAGANDE

Nous vous rappelons que les AFFICHES PRÉSIDENTIELLES (prix : 0,15 F) et les tracts APPEL AUX TRAVAILLEURS (prix : 0,01 F) sont toujours d'actualité.

Passer les commandes à « Tribune socialiste » 54, boulevard Garibaldi C.C.P. 5826-65 Paris

Nécrologie

Pierre Couchet est mort brusquement le matin du 10 juin. Il était membre de notre Bureau fédéral et, depuis peu, conseiller municipal de Montauban.

Toute sa vie fut consacrée à l'activité militante. Il mit au service de ses convictions socialistes un grand courage, un dévouement nourri d'enthousiasme et de passion juvéniles.

Que sa famille sache quel est notre chagrin et combien nous prenons part à sa douleur, nous tous qui avons été, dans les bons et les mauvais jours, ses camarades.

Pierre Couchet disparu, le sens de son action demeure ; nous en sommes garants.

La Fédération du Tarn-et-Garonne.

Le Bureau national s'associe avec émotion à l'hommage rendu par la Fédération du Tarn-et-Garonne à Pierre Couchet.

Le coup de téléphone de Montariol, annonçant la triste nouvelle nous a d'autant plus atterrés que nous avons trouvé Couchet en pleine forme et pétillant d'esprit pendant notre congrès et le lendemain.

Nous conserverons toujours le meilleur souvenir de ce militant exemplaire et de cet ami fidèle que fut Pierre Couchet.

E. D.

Le représentant de l'ambassade a reçu avec courtoisie la délégation qui a eu avec lui un franc entretien. La délégation avait demandé à être reçue par le ministre des Affaires étrangères français, afin de presser le gouvernement français, au nom des organisations nationales et internationales, membres du C.I.D.P., d'agir au maximum pour la paix. Le cabinet du ministre a estimé ne pouvoir recevoir une délégation « non officielle ».

Digne : l'action P.S.U. se développe

Motion votée à Digne (Basses-Alpes) par les représentants du P.S.U., du P.C. et des sans parti contre l'intervention militaire à Saint-Domingue :

Nous sommes les habitants d'une petite ville de France. Nous nous sommes réunis en dehors de tout parti politique ou religieux. Nous n'avons pas oublié l'aide que le peuple américain nous a apportée dans notre lutte contre le fascisme.

Au nom de cette même liberté, nous tenons à vous exprimer l'indignation que provoque votre attitude, au Sud-Vietnam comme à Saint-Domingue.

Réprouvant toute ingérence armée d'une grande puissance dans les affaires d'un Etat indépendant, nous vous demandons de laisser vivre en paix, et sous le régime qu'il choisira, le peuple vietnamien.

Nous apportons notre salut aux citoyens américains qui s'opposent à la politique de guerre, persuadés qu'ils représentent la véritable Amérique.

BONS DE SOUTIEN

Retirez vos lots

Nous vous rappelons les résultats du tirage au sort qui a eu lieu le samedi 29 mai, 81, rue Mademoiselle, Paris-15<sup>e</sup> :

Voiture RENAULT R 4L	47.395
Meuble combiné stéréo	07.877
Réfrigérateur	28.342
Caméra	02.163
Electrophone	07.906
Magnétophone	35.255
Bateau pneumatique	48.747
Aspirateur	85.865
Poste transistor	86.054
Appareil photo	74.957

Billets se terminant par :

Rasoir Remington : 2.402 ; coffret Kodak : 3.268 ; duvet : 6.292 ; matelas pneumatique : 8.275 ; lit de camp : 3.047 ; jeu de ping-pong : 6.943 ; livre d'art : 8.027 ; album disques : 3.282 ; fer Thermor : 4.854 ; combiné Marinette : 7.741 ; un disque 45 tours ou un livre : 39.

Pour que les lots soient envoyés, faites parvenir les billets gagnants au plus tard le 30 juin (date marquée sur les billets) à « Tribune Socialiste », 54, boulevard Garibaldi.

Réunions et Meetings du P. S. U.

- Vendredi 18 juin — AULNAY-SOUS-BOIS avec Edouard DEPREUX.
- Mercredi 23 juin — PARIS-20<sup>e</sup> avec Georges SERVENT.
- CHAMPIGNY avec Edouard DEPREUX et Georges GONTCHAROFF.
- FONTENAY-SOUS-BOIS avec Henri LONGEOT et Jean PETIT.
- AUXERRE avec Marc HEURGON.
- Vendredi 25 juin — CREIL avec Marc HEURGON.

WEEK-END DE FORMATION

Le prochain week-end organisé dans la région parisienne aura lieu les samedi et dimanche 26 et 27 juin 1965

Sur le thème suivant :

L'étranger a-t-il quelque chose à nous apprendre en démocratie ?

BULLETIN D'INSCRIPTION

à renvoyer avant le 20 juin aux responsables Formation de la Fédération de Paris ou de la Seine-Banlieue, 81, rue Mademoiselle Paris XV<sup>e</sup>.

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Inscrivez-vous et faites inscrire amis et sympathisants. Les frais (deux repas et une nuit) seront de l'ordre de 20 à 25 F. Une garderie d'enfants sera organisée.

Ce week-end aura lieu du samedi 14 h 30 au dimanche 18 h, au Relais International de la Jeunesse, 38, île de Migneaux, Poissy (Seine-et-Oise).

# APRÈS DEFFERRE

**L**ÉCHIQUERIER présidentiel se simplifie petit à petit. Déjà, on connaît les seconds rôles : on sait qu'on trouvera en piste les symboles de la vieille droite sous ses deux variantes, fascisante avec Tixier, libérale avec Marcellin. On suppose que Charles de Gaulle, si ses médecins le lui permettent, restera fidèle à la conception cosmique qu'il a de son personnage et sera à la fois le programme et le candidat du gaullisme. Gaston Defferre, enfin, flanqué ou non de ses « fédérés », tentera d'adapter aux structures de la V<sup>e</sup> République, les combinaisons centristes de la IV<sup>e</sup>. Rien de tout cela n'est tourné vers l'avenir ; rien de tout cela ne concerne la gauche.

La tradition des Bonaparte, reprise par le gaullisme, tend à supprimer les débats d'idées pour ne laisser subsister que l'affrontement des hommes. L'élection du Président au suffrage universel est une pièce maîtresse du système et il est dangereux pour la gauche de se placer sur le terrain choisi par l'adversaire. On voudrait nous faire croire qu'il y a là progrès et promesse de simplification politique, mais les préparatifs tactiques, s'ils durent maintenant plusieurs mois et non plus quelques jours sont tout aussi sordides ; le choix du candidat n'est pas plus libre quand il échappe aux groupes parlementaires pour se confiner dans les arrière-cours des Facultés de droit ou les antichambres de rédaction : l'appétit des managers n'est pas moindre quand, à défaut de leur participation à cinq ou six équipes ministérielles, ils ne peuvent se prévaloir que de leur nomadisme à travers deux ou trois partis politiques. Tout cela a une odeur de vieille soupe et il ne suffit pas de changer les assiettes. Comment dès lors s'étonner que de convention en fédération, on n'ait pas réussi à provoquer le moindre début de mouvement populaire et que ces préparatifs se déroulent dans la totale indifférence des non-initiés.

Face aux diverses tentatives de reconstitution du passé, la gauche ne dispose plus que de quelques semaines pour proposer ses solutions, regrouper ses partisans, désigner son porte-parole. Il lui faut certes aller vite, mais sans pour cela brûler des étapes qui doivent se succéder logiquement.

1.) D'abord déterminer les objectifs à opposer au gaullisme, c'est-à-dire définir les points essentiels d'une plate-forme qui soit une véritable alternative au régime de la IV<sup>e</sup> République et non un aménagement de celle-ci. Ce programme doit être en même temps le pacte entre les forces de la coalition de gauche et la garantie que celle-ci ne se disloquera pas dès l'épisode de décembre passé. Ce programme doit être pour les forces populaires le motif d'une adhésion raisonnée et non d'une obéissance aveugle.

On dit beaucoup qu'il sera facile aux forces de gauche de sauter ce premier obstacle ; sans doute, si l'on prend pour parti de gommer toute divergence pour ne conserver que le minimum acceptable par tous ; beaucoup moins si l'on veut vraiment, avant d'aller plus loin, surmonter enfin certains des désaccords qui, depuis des années, sont le principal obstacle à l'unité. Le P.S.U., pour sa part, a fait depuis des mois des propositions précises sur quatre points qui lui paraissent essentiels ; il est en droit d'attendre qu'on lui réponde sur chacun d'eux ; il réclame que la discussion s'engage.

2.) Ensuite, fixer les limites de la coalition de gauche en fonction du programme élaboré en commun. Ne seront ainsi écartés que ceux qui s'excluront d'eux-mêmes en proclamant leur désaccord. C'est la démarche exactement inverse de celle suivie par Gaston Defferre qui, après avoir édifié des barrières arbitraires sur sa gauche, a sans cesse modifié ses prises de position en fonction des suffrages qu'il prétendait gagner sur sa droite. La coalition de gauche doit rassembler tous ceux pour qui l'option socialiste est autre chose qu'un accessoire de congrès, et il est bien évident que leur dénombrement ne se limitera pas aux seuls militants qui se reconnaissent dans les partis politiques existants, mais qu'il faudra aussi gagner tous ceux qui, sans s'être encore engagés, se proclameront d'accord avec les objectifs proposés.

3.) Enfin, mais alors seulement, désigner l'homme qui sera à la fois le symbole de l'accord conclu et le porte-parole de la coalition de gauche. Chacun sent bien que toute discussion préalable sur le candidat

débouchera sur l'impasse des combinaisons tactiques ou se heurtera à l'obstacle des querelles de prestige. Chacun sait qu'un candidat unique de la gauche ne peut voir son audience limitée à un seul parti ou à son corps électoral habituel. Toute désignation partisane et hâtive d'un candidat mettrait fin aux possibilités d'accord. C'est parce qu'il était persuadé de ce fait que le P.S.U. s'est refusé, au cours de son Congrès, à faire le moindre pas dans cette voie. Seul l'accord préalable sur une plate-forme commune et le mouvement d'adhésion que suscitera ce premier pas permettront d'aborder avec des chances de succès le choix de l'homme le plus qualifié.

Il reste que ces difficiles étapes ne pourront être franchies que si elles sont non seulement abordées au cours de nécessaires rencontres au sommet mais encore relayées et soutenues par des initiatives de la base. C'est à cet échelon que pourra s'opérer la nécessaire convergence entre les militants politiques et ceux qui ne sont pas encore engagés. C'est en portant publiquement, dans les grandes villes comme dans les petites communes, le débat sur les conditions de l'unité ouvrière face aux tentatives gaulliste et centriste, que la gauche trouvera enfin le soutien populaire sans lequel il n'est pas de victoire pour elle. C'est pourquoi le P.S.U. va prendre l'initiative, dans les très prochains jours, de proposer à ses partenaires la constitution, partout où ce sera possible, de « Comités pour la candidature unique de la gauche », qui auront pour charge, par-delà toutes les résistances, de forger et d'imposer les conditions d'un combat commun.

Marc Heurgon

Le réseau de presse defferriste a cru bon de lancer le bruit d'une candidature P.S.U. et de citer des noms. Les prises de position de notre dernier Congrès ont suffisamment montré à quel point nous nous reconnaissons peu dans les opérations du genre « Mr X », pour qu'il soit nécessaire d'apporter le moindre démenti à ceux qui confondent action politique et lancement d'une marque de savon.

## Réponse du P.S.U. à la S.F.I.O.

A la date du 10 juin, Guy Mollet a adressé au P.S.U. une invitation à participer à la réunion préparatoire à la constitution d'une Fédération démocrate socialiste. Cette lettre était également adressée au M.R.P., au parti radical, à l'U.D.S.R., à la C.F.D.T., à la F.E.N., à l'U.N.E.F., etc.

Nous publions ici la réponse d'Edouard Depreux.

Monsieur le Secrétaire général,

Nous avons reçu à vingt-quatre heures d'intervalle votre lettre nous invitant à nous rendre à la réunion que vous comptiez organiser le 15 juin au Palais d'Orsay et votre message nous faisant savoir que cette réunion était ajournée afin de permettre à plusieurs représentants de votre parti d'avoir une discussion préalable avec le M.R.P.

Rien ne pouvait mieux mettre en lumière le sens de l'initiative que votre dernier congrès a été conduit à avaliser. Le rassemblement que cette initiative voudrait faire naître est bien un rassemblement centriste, au

sein duquel un rôle décisif est attribué au M.R.P., c'est-à-dire à une formation qui accepte le cadre des institutions gaullistes et qui soutient la politique économique et sociale du gouvernement Pompidou (vote du budget, vote du projet de V<sup>e</sup> Plan, vote des dégrèvements fiscaux, refus de la réduction des dépenses militaires et de l'augmentation des crédits de l'Education nationale).

Vous n'attendez certainement pas de nous que nous donnions notre caution à une telle politique. Tout ce que nous avons fait, dit ou écrit depuis la fondation du P.S.U. porte condamnation de ces regroupements de forces contradictoires qui ne peu-

vent être que générateurs d'ambiguïtés et d'impuissances.

Certains de vos amis ont déclaré qu'en dehors de la formule qu'ils cherchaient à imposer, il ne saurait y avoir que le vide. Il n'existe, soutiennent-ils, aucune solution de rechange. C'est cette contre-vérité que nous entendons aujourd'hui dénoncer.

Il n'est pas vrai que pour enrayer la lente hémorragie qui l'atteint et pour gagner à elle des millions de nouveaux électeurs, la gauche doive, une fois de plus, s'aligner sur les positions du centre. C'est bien au contraire en se battant sur un véritable programme socialiste qu'elle mobilisera autour d'elle des forces nombreuses et de grandes énergies.

Il est particulièrement absurde de croire que les travailleurs chrétiens — salariés ou paysans — voteront en masse contre de Gaulle parce qu'on aura fait au M.R.P. des concessions sur la laïcité : il est, en revanche, raisonnable de penser que ces travailleurs, dont bon nombre se trouvent déjà dans nos rangs, soutiendraient une tentative qui aurait réellement pour but de transformer les structures de la société française. Et cette tentative, vous le savez bien,

est elle-même inconcevable si elle ne reçoit l'appui des masses influencées par le Parti communiste.

Une lutte effective contre le néo-capitalisme sous toutes ses formes, un clair refus du système politique imposé par le gaullisme, un programme socialiste définissant des objectifs concrets, la renonciation aux compromis centristes qui rendraient absolument vaine l'affirmation de ce programme, une ouverture à l'égard des forces nouvelles qui s'affirment dans le pays, une action tendue vers la grande perspective de l'unité ouvrière, telles sont les bases d'une entente positive et efficace entre tous les socialistes qu'ils soient ou non membres de nos partis.

Sur ces bases, nous serons toujours prêts à engager le dialogue. Nous combattrons en revanche sans faiblesse toutes les opérations qui, sous des dehors de nouveauté, nous ramèneraient aux mauvaises combinaisons du passé.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Edouard Depreux,  
Secrétaire national du P.S.U.

## LOGEMENT

### H.L.M. : loyers du cinquième Plan.

Dans les dernières semaines, deux réunions importantes ont eu lieu qui se sont préoccupées du problème des loyers H.L.M. et de l'achat des appartements H.L.M. par leurs locataires.

Ce fut d'abord la conférence de presse organisée par la Confédération nationale des locataires le 25 mai qui protesta contre l'insuffisance de logements H.L.M. locatifs pour répondre non seulement aux demandes actuelles mais à celles des jeunes ménages qui vont en s'agrandissant et au renouvellement nécessaire du patrimoine immobilier vétuste. La C.N.L. considère donc que le problème du logement est d'intérêt national.

Mais, protestant contre la politique du gouvernement qui veut procéder au relai des capitaux publics par des capitaux privés et retourner à la liberté des loyers, la C.N.L. s'élève contre l'atteinte à l'institution H.L.M. que constitue le projet de vente des H.L.M. à leurs locataires.

Dans son congrès des 27, 28 et 29 mai, l'Union nationale des Organismes d'H.L.M. devait protester de la même façon contre les mesures envisagées par le gouvernement et l'accueil réservé au ministre Mazliou à Biarritz fut quelque peu mouvementé.

Alors qu'on pourrait croire que les intérêts des locataires représentés par la C.N.L. et ceux des organismes propriétaires des logements sont contradictoires, il est remarquable de constater la concordance de leurs protestations.

C'est qu'en effet, tous deux ont compris que la politique du logement du V<sup>e</sup> Plan n'avait plus de social que le nom.

Le ministre se réjouissait de voir les objectifs annuels du IV<sup>e</sup> Plan légèrement dépassés en construction de logements. C'est vrai, mais il faut noter que ces objectifs étaient insuffisants et que ce résultat n'a été atteint que par une réduction de l'aide de l'Etat dans le financement du logement social. La part du prix de revient H.L.M. prise en charge par l'Etat était de 85 p. 100 il y a huit ans, elle n'est plus aujourd'hui que de 65 ou 60 p. 100. Il est, dans ces conditions possible d'obtenir des résultats favorables.

Il faut savoir, en effet, que les prix de revient limités autorisés pour la construction n'ont pas été modifiés depuis 1963 bien que les prix « réels » de la construction aient augmenté, depuis, de 15 p. 100 environ.

La réforme du financement des H.L.M. envisagée actuellement et qui a fait l'objet d'une étude du Conseil économique, prévoit bien une augmentation du pourcentage du prêt de l'Etat qui pourrait atteindre 85 ou 90 p. 100 mais au prix d'une augmentation du taux d'intérêt qui passerait de 1 p. 100 à 3 p. 100.

Cette mesure serait sans doute un allègement pour le financement de la construction des H.L.M. mais se traduirait, selon la C.N.L. par une augmentation de 17 p. 100 des charges financières des organismes H.L.M. et donc des loyers.

C'est dire que l'Etat ferait payer son effort par une augmentation importante des loyers. Or on constate que même les loyers H.L.M. actuels

sont insupportables pour certaines catégories de mal logés qui sont pourtant parmi les plus défavorisées (personnes âgées, jeunes ménages aux ressources modestes, handicapés...). C'est donc vers une aggravation de cette situation que s'orientent les objectifs du V<sup>e</sup> Plan.

D'autre part, la C.N.L. et le congrès H.L.M. ont vigoureusement attaqué le projet gouvernemental, voté en première lecture à l'Assemblée nationale, qui prévoit la vente des logements H.L.M. locatifs aux locataires qui en feraient la demande. Cette mesure, qui flatte les intéressés en leur permettant d'accéder à la propriété, est faite pour eux dans des conditions curieuses : apport immédiat de 10 p. 100 du prix de revient, remboursement du solde en quinze ans. L'estimation du prix de revient sera faite par les Domaines, le taux d'intérêt du remboursement n'est pas précisé.

Les conséquences pratiques sont les suivantes : les organismes d'H.L.M. ne peuvent en attendre que des rentrées d'argent insignifiantes dans l'immédiat. Les charges des intéressés vont augmenter s'ils remboursent par anticipation. Ce sont donc les plus fortunés d'entre eux qui en profiteront et bien sûr pour les H.L.M. les mieux équipées ; les autres seront délaissées par les candidats propriétaires.

Ainsi, le patrimoine locatif le plus équipé deviendra propriété privée et seuls resteront H.L.M. les logements Millions, Normes réduites et autres LOPOFA, c'est-à-dire ceux construits à la plus mauvaise période et dans les pires conditions du marché.

La C.N.L. et le Congrès H.L.M. s'accordent donc pour dire que, sous des dehors démagogiques, c'est à un démantèlement du patrimoine des H.L.M. que vise ce projet.

Sans efficacité pratique pour la relance de nouveaux programmes, ce projet entraîne une réduction de la « fluidité » du logement, c'est-à-dire qu'en fixant les occupants sur place elle empêchera les échanges et une meilleure adaptation du logement aux besoins familiaux.

C'est le type même du projet démagogique qu'on voit fleurir en période électorale et ce n'est pas par hasard qu'il sort maintenant.

Outre les difficultés juridiques et administratives qu'il entraîne pour les organismes H.L.M. (présence dans le même immeuble de locataires et copropriétaires dont les intérêts seront opposés), il n'aide en rien à résoudre la crise. Il n'est qu'un pas de plus dans la voie du passage entre des mains privées du patrimoine public.

C'est pourquoi la C.N.L. lance, dans la semaine du 12 au 19 juin, une campagne sur les thèmes suivants :

— halte à la course aux loyers chers ;

— construction massive de logements à loyers vraiment modérés.

Nous ne pouvons, pour notre part, que nous associer à cette campagne qui rejoint nos propres mots d'ordre et les objectifs de notre contre-plan en matière de logement et saisir cette occasion de dénoncer une fois de plus la politique antisociale du régime.

C. Nery.

## CHEVILLY-LARUE

### 45 enfants algériens menacés de l'Assistance publique.

A Chevilly-Larue (Seine), neuf familles de travailleurs algériens (cinquante-cinq personnes, parmi lesquelles quarante-cinq enfants) ne savent pas combien de temps encore elles formeront des familles. On les menace de les expulser de leur logement pour construire, sur le terrain récupéré, un marché-gare.

Ces neuf familles quitteraient volontiers ces baraquements où elles s'entassent, si elles étaient assurées de trouver des logements méritant ce nom. Mais aucune assurance ne leur a été donnée. Pour elles, quitter le

bidonville de Chevilly-Larue, c'est risquer l'aventure de ces familles algériennes de L'Hay-les-Roses lors de l'été 1964 : relogement des adultes dans des chambres individuelles et placement des enfants à l'Assistance publique.

Le scandale a suscité des réactions de solidarité parmi la population ouvrière et parmi les progressistes de Chevilly-Larue. Le 26 mai, partis politiques, syndicats, mouvements confessionnels ont signé en commun un tract dénonçant le scandale, des élus locaux sont intervenus. Inquiète, l'ad-



(Photo Tribune.)

Seront-ils victimes de la discrimination raciale ?

ministration a reculé. Celle-ci devait faire expulser les familles algériennes le 30 mai, la menace a été rapportée. Mais pour combien de temps ?

Les autorités administratives s'accordent pour dire qu'il faudrait reloger ces familles, mais se renvoient mutuellement la responsabilité de l'affaire quand il s'agit de passer des paroles aux actes. Comme à L'Hay-les-Roses.

Certaines de ces familles ont déposé des dossiers dans les fichiers d'organisation depuis 1956.

Pourquoi ne leur a-t-on pas encore donné satisfaction ? Parce qu'il s'agit de familles étrangères.

Les travailleurs algériens, portugais, espagnols contribuent, au même titre que les travailleurs français, à l'expansion industrielle du pays. C'est ce qu'a bien compris l'ensemble de la population ouvrière de Chevilly-Larue qui exige que ces camarades étrangers ne soient pas considérés comme des travailleurs à part entière seulement quand il s'agit de les exploiter.

## PEUGEOT

### Condamnation des méthodes patronales.

Engagée le 5 avril, l'action s'est poursuivie sans répit pendant neuf semaines sous les formes les plus diverses : débrayages, meetings, défilés dans les rues, tracts des syndicats tous les jours, communiqués de presse, réunions syndicales, etc.

Cette action persévérante devait aboutir à une situation favorable pour amener la direction Peugeot à discuter valablement des revendications des travailleurs. Sentant qu'elle allait être amenée à céder devant la pression des travailleurs, la direction a pris en l'espace de huit jours deux mesures draconiennes.

La première, c'était le lock-out pour deux jours, les 24 et 25 mai, des deux tiers du personnel ; la riposte syndicale a été d'appeler à la grève le personnel convoqué par lettre individuelle. Malgré les explications syndicales, il faut reconnaître qu'une partie des travailleurs a été influencée par ces « convocations », d'autant plus que le radio a répandu le bruit qu'en cas de refus il y avait rupture du contrat de travail.

La deuxième mesure a été l'affichage, le 29 mai, par la direction d'une note au personnel menaçant d'un jour de mise à pied tout travailleur faisant grève 1 heure ou 2 heures par jour. Cette atteinte caractérisée au droit de grève a été appliquée dès le lundi 31 mai. En effet, ce jour-là, les trois syndicats appelaient les travailleurs à débrayer à 10 h. 30 pour une manifestation à Montbelliard. Les 3.000 grévistes de la journée ont tous subi une journée de mise à pied le lendemain. Malgré les protestations syndicales auprès du ministère du Travail, auprès du préfet, auprès de la direction, cette mesure a été maintenue et renouvelée à l'occasion de la participation de métallos de Sochaux à la journée nationale de la métallurgie, le 2 juin (grève de 2 heures en fin de poste).

Le 3 juin, de nouveau, les grévistes (1.500 environ) étaient sanctionnés d'une journée de mise à pied.

Il faut signaler que l'application de ces mesures dictatoriales a rencontré l'appui des pouvoirs publics qui, dès le lundi 31 mai, avaient mis d'abondantes forces de police dans les cours d'usines et à proximité (gendarmes et C.R.S.).

Les organisations syndicales ont dénoncé comme il se devait cette collusion qui, venant s'abattre sur les travailleurs en lutte depuis neuf semaines, les a amenés à modifier les formes de lutte. Depuis le 3 juin, il n'y a pas eu de mots d'ordre de grève, mais le mécontentement persiste dans l'usine.

A la date du 19 mai, un projet de protocole avait été élaboré par l'inspecteur divisionnaire du travail en vue de trouver un règlement au conflit. Ce projet contenait des points positifs : réintégration des licenciés ; prime de lancement égale pour tous ; augmentation des salaires de 1,5 % au 1<sup>er</sup> septembre... Les syndicats ont refusé de le signer et ont demandé la poursuite des discussions pour l'améliorer, les travailleurs en lutte attendaient une augmentation immédiate des salaires. C'est à la suite de ce refus que la direction a pris les mesures rappelées ci-dessus.

Devant cette situation nouvelle, les syndicats ont demandé le 2 juin que les discussions reprennent sur la base du protocole du 19 mai (il y a toujours treize licenciés), la direction a répondu à plusieurs reprises que, les syndicats ayant refusé ce protocole, il était inutile d'y revenir. Quoi qu'elle dise, il est certain que le conflit a posé de nombreux problèmes ; le travail a repris mais tous les travailleurs, ouvriers, mensuels, cadres, ont condamné les méthodes patronales. Les ouvriers ont démontré qu'à Sochaux la combativité n'était pas « morte », la classe ouvrière de 1965 attend d'autres réponses que la répression sous toutes ses formes. Peugeot, pour apaiser les esprits, devra dans les jours à venir tenir compte du profond mécontentement exprimé.

# LES CADRES

## « Troisième force » sociale

C'est un signe des temps. Après le congrès de la C.G.T. qui a insisté sur l'importance du travail en direction des ingénieurs, cadres et techniciens, le parti communiste lui-même vient de s'adresser à ces catégories de salariés au cours d'une réunion publique où Waldeck Rochet a célébré « l'alliance solide et durable » des « couches sociales en pleine croissance ». Cependant, pour être amenés à se rapprocher de la classe ouvrière, les cadres ne doivent pas croire à « l'ère des directeurs » ; ils ne doivent pas écarter ceux qui estiment déjà réalisée « une prétendue primauté de la compétence sur la possession du capital ».

Sans aller jusque-là, le récent congrès de la C.G.C. (Confédération générale des cadres) vient d'assigner un rôle particulier à ses adhérents dans la collaboration des classes, dans le rapprochement du patronat et des salariés au sein de l'entreprise. Et pourtant la C.G.C., qui compte plus de 400.000 adhérents, joue un certain rôle dans les luttes sociales. C'est ainsi que ses militants ont participé aux grèves spectaculaires de l'E.D.F. — où la C.G.C. est d'ailleurs fortement concurrencée par la C.G.T. On peut même dire qu'une certaine communauté de vues existe entre les deux organisations sur la nécessité de maintenir une hiérarchie des salaires et d'alléger la fiscalité qui pèse sur les cadres.

Pour le reste, la C.G.C. se veut « apolitique », c'est-à-dire qu'elle cautionne souvent une mauvaise politique. On le vit bien lorsque son président, André Malterre, assista au colloque de Vincennes, convoqué par les derniers partisans de « l'Algérie française ».

Sans doute le président de la C.G.C. a-t-il critiqué au congrès l'actuelle politique des revenus en reprenant le mot d'un autre responsable de la centrale, selon lequel « la politique des revenus a été élaborée par des naïfs et appliquée par des Machiavels » ; traduisez en clair des économistes et des politiciens. Il est toutefois un économiste pour lequel M. Malterre a beaucoup de considération : il s'agit de M. Rueff.

Aussi bien la C.G.C. n'est-elle pas contre toute politique des revenus. M. André Malterre estime qu'une telle politique est possible s'il existe un accord entre le gouvernement et la majorité des centrales syndicales sur la politique générale. Toutefois, « cela n'est pas réalisé ». Selon le président de la C.G.C., « une confiante collaboration avec les pou-

vois publics exige le respect de toutes les libertés, notamment la discussion des salaires et l'indépendance syndicale ». A ces conditions, il pourrait exister « une authentique économie concertée ».

Par ailleurs, le secrétaire général, Gilbert Nasse (également président des cadres C.G.C. d'E.D.F.) s'est prononcé pour « une synthèse entre le libéralisme et le dirigisme d'Etat » qui peut être réalisée « dans l'économie concertée contractuelle ». Ce point de vue n'est pas sans rappeler certaines thèses de la majorité de Force Ouvrière.

M. Nasse a prétendu également que les cadres devraient constituer « l'aile marchante du syndicalisme », ce qui ne signifiait pas du tout qu'ils devaient être à la pointe de la lutte



André Malterre : ...une indépendance qui cache une politique contestée.

des classes : « Les cadres, a-t-il précisé, qui connaissent bien les employeurs et les travailleurs, sont pratiquement les seuls à pouvoir faire la charnière. » Un rapport sur la réforme de l'entreprise présenté dans cet esprit au congrès a néanmoins suscité les réserves d'un certain nombre de délégués.

Economie concertée, réforme de l'entreprise, les cadres « troisième force » sociale. La C.G.C. n'a pas le monopole de tous ces thèmes propres à séduire les « nouvelles classes moyennes salariées ». Les penseurs de la Fédération « démocrate socialiste » de Defferre les reprennent aussi largement à leur compte.

Maurice Combes.

naillé par la faim, conscient de l'injustice de son sort, mais encore très peu organisé, et aux pressions de possédants disposant de moyens efficaces pour enfreindre la loi, les députés s'ils avaient quelques desseins progressistes, ne pouvaient se contenter que de canaliser le mécontentement.

Il y a bien dans les villes une classe ouvrière en fonction. Elle a donné au cours de grandes grèves à Casablanca toute la mesure de son dynamisme. Mais elle est encore faible numériquement : 75 % de la population vit de l'agriculture.

En se ralliant au nouveau régime de « monarchie administrative » instauré par Hassan II, qui n'est qu'une variante des régimes présidentiels fonctionnant dans la presque totalité de l'Afrique, l'U.N.F.P. marque une orientation qui n'est pas nouvelle. On sait que les principaux dirigeants de l'Union nationale des Forces populaires sont des dissidents de l'Istiqlal, parti de gauche à base petite bourgeoise, à idéologie réformiste, qui fonde l'essentiel de ses activités sur les batailles électorales. Pour l'U.N.F.P., l'action électorale est insuffisante pour promouvoir les réformes de structures nécessaires à faire accéder le peuple marocain à une vie véritablement démocratique. Ce n'est pas par des élections qu'on fera la réforme agraire, qu'on brisera la coalition des grands propriétaires terriens et de puissants intérêts étrangers.

Alors, que faire ? Il semble que, sur cette question, une majorité ne soit

pas réalisée au sein de l'U.N.F.P. pour donner une réponse précise, qu'il existe des contradictions entre les éléments progressistes et les syndicalistes ouvriers. Dans ces conditions, une seule issue s'offrirait à l'U.N.F.P. : engager la lutte au sein du nouvel appareil politico-administratif que vient de mettre en place Hassan II. Une lutte difficile. On prête au monarque des intentions. Mais il y a loin des intentions aux réalisations. Surtout que l'on conserve à des ministères clés des hommes tels que les généraux Oufkir et Meziane, liés aux milieux militaires européens les plus réactionnaires.

Jacques Vivien.

### BULLETIN D'ADHESION

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>)).

## Les investissements américains en France

« Le Courrier de la République » consacre son dernier numéro au problème posé par les investissements américains. Les lecteurs de « Tribune » trouveront ci-dessous quelques extraits de cette étude :

Plusieurs déclarations officielles ont annoncé triomphalement que le stock d'or et de devises de la France a battu tous ses records antérieurs ; la V<sup>e</sup> République se réjouit de pouvoir ainsi accumuler des avoirs qui s'élèvent à 27 milliards de francs nouveaux (5 milliards de dollars). Quel paradoxe ! Car, ces dollars, d'où viennent-ils ? Ils ne résultent pas de transactions ordinaires, puisque notre balance commerciale n'est même pas équilibrée ; ils résultent, dans une large mesure, de l'afflux de capitaux américains qui, pour des raisons diverses, préfèrent, au moins pour le moment, se placer, à court ou à long terme, en France...

...Invitations et pressions officieuses ne sauraient compenser les avantages concrets qui poussent les capitaux américains à se placer à l'étranger et, plus spécialement, en Europe. Ce sont ces avantages, ces profits qu'il faut arriver à réduire ou à supprimer. Alors, et alors seulement, on verra disparaître des exportations de capitaux contre lesquelles rien de décisif n'a encore été fait.

La première méthode à mettre en œuvre doit tendre à établir un nouvel équilibre dans les taux d'intérêts qui prévalent de part et d'autre de l'Atlantique. Jusqu'ici, le gouvernement américain, pour stimuler l'économie interne, a tenu à maintenir les taux d'intérêts aux Etats-Unis à un niveau relativement bas (notamment pour les obligations et les prêts hypothécaires). Par contre, le prix de l'argent en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne reste élevé. De là, pour les capitaux disponibles, une incitation permanente à se diriger vers l'Europe. Or, la conjoncture américaine ne nécessite certainement plus aujourd'hui le maintien systématique d'un niveau d'intérêts aussi bas aux Etats-Unis. Certes, la crainte de l'argent cher hante toujours les Américains, mais dans le dynamisme et la prospérité que l'on constate dans leur pays devraient permettre d'envisager, sans pessimisme, une correction mesurée des taux pratiqués sur le marché financier. Cette correction atténuerait au surplus les craintes d'inflation qui recommencent à se faire jour aux Etats-Unis. Et, du même coup, les tentations d'exportation de capitaux vers l'Europe deviendraient moins fortes...

...Or, jusqu'ici, en dehors de quelques manifestations de mauvaise humeur du chef de l'Etat, du ministre des Finances et du ministre de l'Industrie, aucune politique digne de ce nom n'a été définie et affirmée. Les autorités responsables donnent l'im-

pression de prendre (ou parfois, de ne pas prendre) leurs décisions « coup par coup », ce qui les conduit, en fait, à ne pas s'opposer à des projets élaborés par des groupes d'intérêts américains ou français (généralement associés), sans qu'on voie se dessiner une politique d'ensemble. Le plus souvent, l'action de l'administration consiste à faire traîner les demandes dont elle est saisie, jusqu'à ce que des « interventions » influentes accélèrent la sortie des autorisations. Dans certains cas, il y a eu de timides tentatives pour élaborer des solutions originales ; elles n'ont pas été très heureuses en général, comme on l'a vu lors des fameuses affaires Bull (à l'occasion de laquelle le ministre des Finances a refusé certaines propositions pour se rallier, peu après, à des solutions notoirement moins favorables aux intérêts français) et Schneider (où une opposition gouvernementale n'a fait que retarder, semble-t-il, un processus qui est en train de se poursuivre... discrètement)...

On le voit, ces questions complexes sont en dernier ressort de nature politique.

Elles appellent, de la part des Pouvoirs publics, des décisions non équivoques, la volonté de faire respecter fermement des intérêts nationaux et sociaux essentiels, la connaissance des moyens techniques à mettre en œuvre, la continuité dans l'exécution des mesures arrêtées.

Plutôt que de faire appel, jour après jour, aux réactions du chauvinisme toujours faciles à exciter en France, il est important de définir un programme d'action clair et cohérent, pour assurer le progrès de notre économie et accroître ses chances d'avenir, au service de nos besoins et de nos objectifs. La gauche, là-dessus aussi, doit prendre position.

### LE COURRIER DE LA REPUBLIQUE

Président : Pierre Mendès-France

Vient de paraître (numéro de juin 1965) :

#### Les investissements américains en France

Abonnement : 20 F.

Soutien : 50 F.

25, rue du Louvre.

C.C.P. Cahiers de la République : 13-693-09.

# MAROC

## Le régime change mais les mêmes hommes restent en place

La démocratie parlementaire a vécu au Maroc. Comme l'observent certains de nos camarades de l'U.N.F.P. (Union nationale des Forces populaires), cette mesure a tout au moins le mérite de clarifier la situation. Dans un pays où il existe une distance, inconcevable en Europe, entre des masses paysannes en proie au sous-emploi ou à l'analphabétisme et des féodalités terriennes solidement implantées, un régime parlementaire fondé sur le pluralisme politique ne

peut être qu'un élément de confusion supplémentaire. Soumis simultanément aux passions d'un peuple te-

Mercredi 23 juin, Levallois

Meeting organisé

par la C.G.T., le P.C.F., le P.S.U. le Mouvement de la Paix.

Pierre STIBBE

parlera au nom du P.S.U.

POUR LA PAIX AU VIETNAM

LE COMITE DE LIAISON ANTI-APARTHEID

organise, le 25 juin, à 20 h. 30, 44, rue de Rennes,

un important meeting

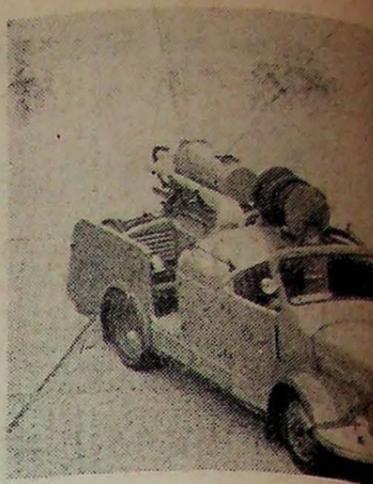
avec la participation de P. Stibbe, F. Grenier, M. Soulié.

### A nos lecteurs

Comme chaque année, à la même époque, nous réduisons le nombre de pages de notre journal. A partir du prochain numéro et pendant le mois de juillet, Tribune Socialiste paraîtra sur huit pages.

Et de même, comme nous l'avons toujours fait, notre publication sera interrompue pendant le mois d'août.

# UNE ARME UTILE : LE REGIMENT DES SAPEURS-POMPIERS DE LA VILLE DE PARIS



## ● Historique de la lutte contre le feu

Les Hébreux et les Grecs semblent avoir été les premiers à instituer des veilleurs de nuit chargés d'effectuer des rondes, de donner l'alarme et de combattre le feu. Alexandrie entretenait, pour ce faire, des troupes spéciales.

De nombreuses réglementations ont, en France, essayé de faire collaborer tous les civils à la protection. Méthodes empiriques et moyens ne dépassant pas le stade de l'artisanat.

En 1666, un effroyable incendie détruisit, à Londres, 13.000 maisons; le seul moyen de défense employé était la seringue. En Allemagne et en Hollande, les pompes étaient inventées depuis longtemps.

En 1700, le Parlement accorde à du Périer le privilège de « faire construire et fabriquer une pompe propre à éteindre le feu, pendant trente années entières et consécutives ».

En 1710, du Périer, « Directeur général des Pompes du Roy », dispose de 16 pompes et de... 48 hommes. Ce qui est l'embryon du corps des Sapeurs-Pompiers de Paris.

## ● Création du corps des sapeurs-pompiers

À la suite de l'incendie qui éclata à l'ambassade d'Autriche, incendie qui coûta la vie à la princesse de Schwarzenberg, Napoléon, par décret du 18 septembre 1811, constitue militairement le corps des sapeurs-pompiers. Il appartenait au Génie et retournera au Génie à partir du mois de juillet 1965. Mais il est mis à la disposition du Préfet de Police.



La tâche principale : lutter contre les incendies.

## ● L'évolution du matériel

Depuis la seringue de 1578 jusqu'aux pompes à grande puissance, on passe par : la pompe à bras, la pompe à vapeur, la pompe automobile, le fourgon-pompe, et il y faut ajouter le bateau-pompe et la vedette.

Les engins actuels, légers ou lourds, présentent le maximum d'efficacité : rapidité, importance du débit, longueur des tuyaux et des échelles.

## ● Un peu de technique

### Les agents d'extinction

1°) L'eau est un agent efficace et répandu; elle est distribuée par lances sous des pressions de 5 à 8 bars (1) dans certains cas et qui peuvent monter de 10 à 12 bars. Il est possible de la distribuer au moyen de pulvérisateurs qui sont adaptés sur les lances et qui permettent d'employer un minimum d'eau pour des feux de petite et moyenne importance.

La pulvérisation est une manière de faire les gouttes plus petites; il fallait penser à les supprimer, c'est-à-dire à agir sur la tension superficielle; la goutte est une poche qui contient... de l'eau.

L'adjonction de certains produits chimiques dits « mouillants » permet, en diminuant la « tension externe », d'avoir une fluidité supérieure. L'eau ordinaire ne pénètre que difficilement dans les laines, cette eau spéciale dite « mouillante » le peut facilement. Il reste malheureusement des problèmes de conservation et de stabilité à résoudre, ainsi que de stockage.

2°) Les mousses qui sont composées « d'émulsifiants », ce sont des mousses « physiques », à base de protéines, en particulier de kératine hydrolysée. Les mousses agissent comme une couche iso-

lante pour éteindre le feu par étouffement. Ajoutons que les « émulsifiants » sont ajoutés à de l'eau pour produire la mousse.

3°) Une technique nouvelle : le barrage soufflé, qui est utilisée lorsqu'un liquide enflammé flotte sur de l'eau, on arrive, en utilisant l'air comprimé, à faire un rebord sur l'eau qui agit comme un petit mur et empêche le liquide enflammé d'aller plus loin.

## ● L'organisation actuelle du régiment

Le régiment est commandé par le colonel Casso. Je suis personnellement reçu par le capitaine Franceschi, qui m'accueille avec courtoisie et amabilité; pendant une partie de l'entretien, il est fait appel au capitaine Husson, qui se charge de me donner tous les renseignements techniques avec compétence et une égale amabilité.

Le capitaine Franceschi me fait remarquer que la présence d'un fleuve dans une ville, en l'occurrence la Seine, crée des servitudes supplémentaires : interventions relatives aux noyés, aux accidents de péniches, de véhicules qui tombent à l'eau, mais présente des avantages en cas de guerre, puisqu'il est possible de trouver là une source d'eau intarissable, et que de l'eau a été puisée dans la Seine lors de l'incendie de Renault en 43, en 44 lors du bombardement de la Halle aux Vins, et en 45 à Bonneuil.

Enfin, la circulation parisienne pose des problèmes supplémentaires et il a même été envisagé, dans certains cas, blocage en cas d'incendie aux heures de pointe, d'aller à pied pour faire plus vite, les longueurs de tuyaux étant suffisantes pour envisager cette éventualité.

Si des militaires du contingent peuvent effectuer leur service légal dans le régiment des sapeurs-pompiers, l'essentiel du recrutement vient de jeunes gens qui s'engagent pour trois ans et qui peuvent, ce délai écoulé, partir ou au contraire contracter de nouveaux engagements. L'accession aux différents grades de sous-officiers a lieu par examens comportant des épreuves physiques; à côté de celles-ci, des épreuves techniques et de connaissances générales. Les adjudants-chefs seuls sont promus « au choix ». On comprend facilement dans ces conditions, et en ajoutant que les sous-officiers participent aux interventions, que les adjudants du type courtelinien aient disparu de ce corps d'élite, ce qui n'est, hélas, pas le cas partout ailleurs. Les officiers émanent des différentes armes sur demande.

Cette façon de recruter amène un renouvellement constant, qui explique que la moyenne d'âge soit de 24 ans pour le régiment.

L'entraînement physique est très en honneur dans ce corps, pour des raisons évidentes d'efficacité. Tout le monde connaît la section spéciale de démonstration dont la valeur n'est plus à vanter. Les examens de présélection ont été supprimés; seule une visite médicale sévère détermine si le candidat est apte ou non à servir dans le régiment.

Outre cet entraînement physique très poussé, le sapeur est mis en présence de l'élément qu'il doit combattre dans les bâtiments mêmes de la caserne, feux de cave, tour d'instruction noircie par le feu, et manœuvres dans la totalité des bâtiments.

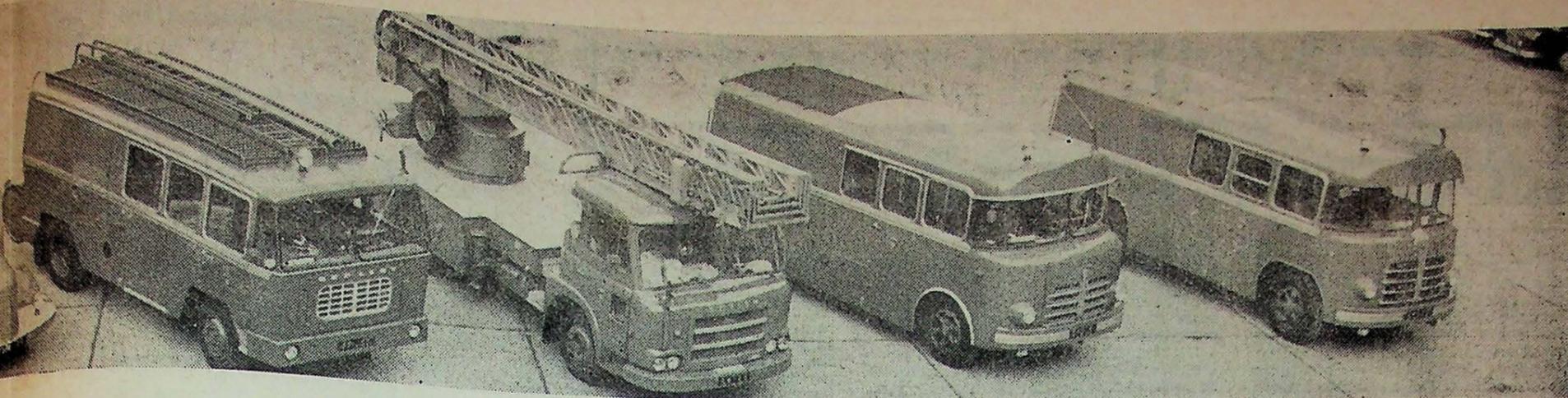
Les résultats so...  
première voiture...  
tre 35 et 50 sec...

Le premier sec...  
fourgon-pompe...  
une petite voiture...  
cours », qui pos...  
faire face à toute...  
tre, 600 litres d'es...  
sifiant.

Les hommes de...  
cours ne sont jam...  
leur véhicule; ils...  
placer pour aller...  
ou même pour a...

ils ont au pied d...  
lon qui est déjà...  
et roulé. En cas...  
dans leurs bottes...  
et trouvent vestes...  
la voiture; ils d...  
(ce terme en se...  
c'étaient des che...  
se mettaient seul...  
entendant l'alerte

On peut dire q...  
gens très occupés...  
en acceptant de...  
tion que m'en d...  
ceschi : « Sauve...  
des biens en...  
Ajoutons que 4,8...  
Paris, le départe...  
bientôt sur les n...  
soit plus de 3.000...  
millions d'habitants...  
ment physique, l'é...  
exercices d'alerte...  
fectionnement. A...  
déjà bien rempli...  
superposent, tels...  
bâtiments, la trans...  
des sapeurs en...  
et décoré avec go...  
est de 48 heures...  
pour les hommes...  
de garde et de 24...  
les célibataires. C...  
elle un encourage...  
prime à la nata...  
ainsi les célibat...  
fier les bornes d'a...  
cendie, assurer un...  
édifices, et dans...  
Ces servitudes d...  
sous le couvert de



patents; il faut à la « premier feu » en- es pour partir.

est composé d'un grande échelle et de « premier se- de le matériel pour ventualité, et en ou- et 136 litres d'émul-

arde de premier se- s à plus de 25 m de oivent se faire rem- prendre une douche aux W.-C. La nuit,

cente. Sa voiture complète, le conduc- teur (pas chauffeur, because la tradi- tion) ouvre la porte en tirant sur un cor- don qui pend à portée de sa main.

Il s'agit, pour chaque véhicule, d'une équipe bien soudée où chacun sait ce qu'il doit faire et sait que les autres lui font confiance. Il faut donc de la rapidité, de la compétence, de l'esprit de déci- sion et du cran. La première voiture ar- rivant estime les forces nécessaires et réclame si besoin est les renforts, qui ne sont jamais discutés.

Tous les hommes et pas seulement les conducteurs connaissent les itinéraires

exemple, que les moteurs doivent, été comme hiver, partir « au quart de tour », réparations des carrosseries, peinture, fa- brication de robinetterie de vanes. L'atelier de mécanique a même entrepris et mené à bonne fin la modernisation des échelles mécaniques à la faveur d'un changement de plateau, faisant réaliser ainsi des économies de plusieurs millions d'anciens francs.

Une imprimerie avec atelier de dessin et clicherie, qui permet d'imprimer toutes les circulaires et les brochures qui serviront aussi bien au régiment qu'aux organisations de secours civiles et la composition et l'impression d'un mensuel intitulé : « Allo 18 », très spécialisé naturel- lement, mais agréablement composé.

Je rencontre dans cet atelier un adju- dant qui faisait l'équilibre sur l'échelle de 36 m; une photo m'est donnée à l'ap- pui de cette affirmation. Le capitaine Franceschi sachant que je possède une certaine compétence en matière de sport, demande à l'un des dessinateurs de me faire un saut périlleux arrière, ce que l'intéressé exécute aussitôt, à froid, et en chaussettes, après avoir seulement reculé une table qui le gênait un peu. C'est aussi un bon dessinateur, me dit le capitaine en souriant.

Une assistante sociale est à la dispo- sition en permanence et 2 médecins, tant pour les interventions que pour le régi- ment.

Le service social comprend : des colonies de vacances et des prêts d'honneur consentis pour des motifs tels que amé- lioration de l'habitat, prêts qui sont consentis sans intérêt.

### ● Une intervention

Nous sommes descendus dans la cour, nous bavardons de choses et d'autres, et je considère que ma visite est pratique- ment terminée, lorsque la sonnerie d'aler- te retentit. « Regardez, me dit le capi- taine Franceschi en consultant sa montre, ça cavale ». En effet, et 42 secondes après, la première voiture est partie. Brusquement, le capitaine Franceschi ouvre la porte de la deuxième voiture et me dit : « On y va ? » Je monte en vol- tige en me rendant compte que je réa- lise un vieux rêve; cette constatation me permet de comprendre mieux encore le sentiment de frustration qui habite ceux qui ont raté un feu. Si vous n'êtes pas ému en voyant passer une voiture de pompiers, vous ne pouvez pas compren- dre cela, et c'est dommage.

Le conducteur est conseillé par celui qui actionne la sirène; les voitures se rangent assez bien, les agents jouent du sifflet à roulette, la voiture emprunte la partie gauche de la chaussée et, trois minutes après, nous sommes à pied d'œuvre. La première voiture a respecté le sens; nous, nous avons pris la rue en sens interdit; ainsi elle est bloquée.

Le feu est au septième étage; la fu- mée s'échappe du toit. Nous grimpons à pied, pour aller plus vite; le tuyau avec sa lance à pulvériser monte de bras à bras d'étage en étage par l'escalier de service qui donne sur la cour et n'est pas fermé. Nous arrivons sur le toit par un petit escalier de fer scellé au mur depuis le sixième. Le toit est en zinc cloué sur bois. Les plaques de zinc et la gouttière sont rapidement arrachées; le feu est attaqué avec cette petite lance et les traverses et chevrons sont arrachés au fur et à mesure des possibilités. Le feu, qui a dû être causé par le chauffe-

eau, est rapidement maîtrisé et avec en- viron 15 litres d'eau pulvérisée! Tout ce qui a brûlé ou presque tout, est enlevé, une bâche de protection est posée. Nous allons à l'appartement qui est en des- sous et je constate que les dégâts sont les suivants : une pelletée de suie et poussière, une pelletée de gravats, le tout étant dans la baignoire; au plafond, un orifice de 20 cm de diamètre.

Le capitaine Franceschi dit à la per- sonne qui se trouve là : « C'est à peu près fini; l'adjudant vous donnera les consignes à respecter et nous vous fe- rons le moins de dégâts possibles ». Cette dame répond aimablement qu'elle comprend bien que, n'importe comment, les pompiers font des dégâts. Je comprends à la mine du capitaine qu'il est un peu ulcéré et qu'il pensait que l'on



Entraînement pour le feu : exercice au « piano ».

leurs lits leur pant- filé dans les bottes d'alarme, ils sautent montent le pantalon, cuir et casques dans tendent à la remise enir du temps où bien dressés et qui ns les brancards en ar les mâts de des-

les plus courts pour aller sur les lieux du sinistre. Pendant le temps de prépa- ration, 35 à 50 secondes comme je l'ai dit, le stationnaire (standardiste) cher- che s'il ne s'agit pas d'un établissement répertorié pour les dangers particuliers qu'il offre (salle de théâtre ou usine de produits chimiques, par exemple); dans ce cas, le plan d'attaque préparé à l'avance est appliqué immédiatement.

## VIE DES POMPIERS, SAPEURS, S.-OFFICIERS ET OFFICIERS

sont avant tout des cela se conçoit bien mission la défini- le capitaine Fran- des personnes et es circonstances ». omme veillent sur de la Seine, et eaux départements, m2 et plus de cinq. Ajoutons l'entraîne- inement au feu, les instruction et le per- te vie, qui paraît certains travaux se : le ravalement des mation du réfectoire self-service avenant Le service de garde 24 heures de repos ariés, de 72 heures eures de repos pour discrimination est- au mariage? Une ? Pourquoi brimer ? Il faut aussi véri- el, les bouches d'in- garde dans certains sont acceptées que discipline militaire,

et s'il est très clair que mes interlocu- teurs ne voudraient pas changer d'af- fectation pour rien au monde, il transpa- raît à travers leurs paroles qu'ils pensent que d'autres services dont l'utilité pour- rait être plus contestée, jouissent injus- tement, à leurs yeux, de plus grandes fa- cilités, de crédits illimités et d'un recru- tement moins chiche. Pour partager cette opinion qui, répétons-le, n'a pas été ex- primée, car ils ne sont pas hommes à se plaindre, bien que n'ayant pas comme les C.R.S. la possibilité de revendiquer, il n'est que de réfléchir aux quelques chiffres que j'ai donnés plus haut. Tâche écrasante qui n'est payée que par une estime populaire exprimée en style d'imagerie d'Epinal. Un sapeur touche une prime mensuelle de risque de 30 F, un officier de 150 F. On croit rêver, car cette vie, comme l'écrit un de nos confrè- res, est « une vie non exempte de réels dangers! » (sic).

### ● Autonomie du Régiment

Le régiment jouit d'une autonomie to- tale et il possède tout pour cela : des ateliers qui permettent toutes les révi- sions mécaniques; il est évident, par



L'heure de la parade.

allait lui rétorquer qu'ils étaient vraiment minimes, eu égard au travail effectué, et rapidement réparables.

Le capitaine Franceschi me fait d'ail- leurs remarquer que lorsque cela est possible, donc pour les petits feux, les militaires du régiment essayent d'utiliser le moins d'eau possible. Une voiture reste sur les lieux pour terminer les véri- fications des installations de gaz et d'électricité; les deux autres repartent. Une intervention de plus. Sauver ou pé- rir : ils sont prêts à faire cela tous les jours, comme d'autres vont au bureau.

Pierre Bourgeois.

(1) Le bar vaut 1 million de baryes. La barye = 1 dyne par cm<sup>2</sup>.

# LES JEUNES ET L'ACTION

Kergoat, dans sa série d'articles sur « Les Jeunes et le Socialisme », a, nous semble-t-il, voulu analyser la situation de la jeunesse contemporaine et sa prise de conscience politique.

L'auteur a eu le mérite, à travers la question de l'engagement politique des jeunes, de soulever le problème combien délicat de la nature même de l'action que doit entreprendre auprès de ces jeunes un parti socialiste.

Cependant, nous croyons nécessaire, à la lumière d'expérience diverses et actuelles, de reprendre certains aspects de son analyse et de ses conclusions.

Certes, la masse la jeunesse est actuellement plus importante en nombre qu'elle n'a été à d'autres époques, mais cette notion d'accroissement de la masse subitement découverte par certains sociologues il y a quelques années n'est qu'un élément spectaculaire du problème qui a su être utilisé avec astuce, à l'aide de slogans publicitaires, par le marché capitaliste.

Plus qu'à la masse brute elle-même, c'est, nous semble-t-il, surtout à ses qualités de force, de dynamisme, de possibilités d'action, donc de potentiel, que nous devons nous attacher. Comment percevoir cette immense force ailleurs que dans la vie des jeunes ?

Kergoat trace un tableau qui nous apparaît trop superficiel et assez loin des problèmes qui concernent les jeunes dans leur travail et dans leurs loisirs. L'auteur a raison de prendre en considération ces deux activités qui sont l'essentiel de la vie d'un jeune travailleur ; mais pour quelles raisons ne fait-il pas partir son analyse à partir même de la vie des jeunes ? Cette précaution lui aurait peut-être évité de tomber dans les sentiers battus des conclusions trop abstraites et trop rationnelles qui restent un langage étranger aux jeunes, parce qu'ils ne s'y reconnaissent pas.

La fameuse prise de conscience dont nous parle Kergoat ne s'éveillera pas, surtout dans notre société capitaliste, à partir d'un monde abstrait et irréel, mais bien à partir des jeunes eux-mêmes, de leur action quotidienne, aidés en cela par les militants, mêlés comme eux à cette action.

## 1 Les jeunes et le travail

Dans son analyse des jeunes au travail, l'auteur affirme que « c'est probablement là un des cas où il n'y a pas de problèmes jeunes très particularisés par rapport à un problème d'ensemble ».

Nous sommes d'accord avec lui lorsqu'il prétend que tout problème concernant une catégorie spéciale n'est qu'un aspect d'une situation globale. Mais, en tenant le même raisonnement, nous allons encore plus loin en constatant que toute vie — professionnelle, familiale, de loisirs — qu'elle soit adulte, enfant, adolescent ou vieillard, en un mot qu'elle soit l'expression de notre comportement personnel comme dans nos rapports avec les autres, est fonction de la société dans laquelle nous vivons. Mais nous tombons là dans des conclusions communes et par trop sommaires.

Naturellement, tant que nous vivons dans une société capitaliste, nos enfants et nous-mêmes serons dans l'entreprise les éléments qui produisent la plus-value, mais il s'agit là de conclusions générales qui débouchent sur certaines notions de classe devant amener une transformation de la société dans laquelle nous vivons et à laquelle, bien entendu, les jeunes doivent participer.

Le problème soulevé par Kergoat ne se situe pas à ce niveau : il concerne uniquement la vie des jeunes dans l'entreprise.

Or il nous apparaît, contrairement aux affirmations de l'auteur, que les jeunes, dans le monde du travail, ont des problèmes qui leurs sont propres. Nous pouvons en citer quelques-uns, parmi d'autres.

a) La qualification professionnelle des jeunes garçons avant leur départ au service militaire.

Dans certaines entreprises, bien qu'ils soient détenteurs d'un diplôme professionnel, la qualification à laquelle leur donne droit leur diplôme ne leur est pas appliquée, parce qu'ils n'ont pas effectué leur service militaire et sont considérés comme des éléments instables de l'entreprise.

Certains chefs de service vont même jusqu'à refuser l'engagement de tels jeunes.

b) Formation professionnelle organisée au niveau de l'entreprise et apprentissage.

Cette formation, donnée par l'entreprise elle-même, par la chambre de commerce ou par des syndicats professionnels, intéresse de nos jours de nombreux jeunes qui, hélas ! n'ont pas pu trouver de place dans les centres professionnels de l'enseignement public surchargés. Le contexte même dans lequel se situe cette formation présente les inconvénients que l'on sait :

— Les jeunes se sentent dépendant de l'employeur (des employeurs exigent des jeunes qu'ils restent un certain nombre d'années dans l'entreprise, en contrepartie de la formation reçue. Dans certains cas, le contrat prévoit le versement d'une indemnité à l'employeur si le jeune rompt de son fait le contrat de travail avant son expiration) ;

— D'autre part, cette formation présente souvent un caractère trop spécialisé, de telle sorte que le jeune ne peut l'utiliser à l'extérieur de l'entreprise qui lui a donné sa formation ;

— Enfin, et ceci nous paraît grave, là où il n'y a pas de conventions collectives, l'employeur fixe unilatéralement, selon ses seules appréciations, la classification, d'où, en général, des excès de sous-classification (1).

c) Taux d'abattement sur les salaires.

La législation donne la possibilité à l'employeur d'appliquer le taux d'abattement sur les salaires des jeunes n'ayant pas dix-huit ans.

les individus de toute critique à l'encontre du milieu où, ma foi, on s'amuse bien. Autrement dit, « pionnés » dans cette ambiance, les changes sont grandes pour que les jeunes ne prennent pas conscience de la forme d'exploitation dont ils sont les victimes.

Nous pouvons naturellement citer d'autres exemples, mais, à l'aide de ceux-ci, nous découvrons que certains jeunes prennent directement l'initiative d'une action.

Par ces actions, ils n'ont nullement l'intention de perturber le rôle des syndicats, mais ils considèrent qu'ils ne sont pas, à tort ou à raison, directement concernés par l'action syndicale lorsque les responsables syndicaux mêlent les préoccupations qui les touchent directement à des problèmes généraux de revendications.

Nous pouvons citer quelques exemples d'actions entreprises par les jeunes eux-mêmes.

— Dans une usine de Pantin, ils luttent pour exiger huit jours de congés payés l'hiver ;

— La même action est entreprise dans plusieurs usines à Lyon ;

— A Viiry, ils mènent une action contre les heures supplémentaires, là où ils travaillent encore 54 h. 30 par semaine ;

— A Romans, les jeunes filles préparent des tracts pour dénoncer la cadence de travail ;

— A Caen, ils se réunissent et étudient en commun l'action à mener contre les conditions de travail : transport non assuré de la maison au lieu de travail, absence de cantine...

— Dans une usine de miroiterie, où « vieux » et « jeunes » sont au coude à coude, les apprentis se demandent ce que les anciens ont gardé de 1936.

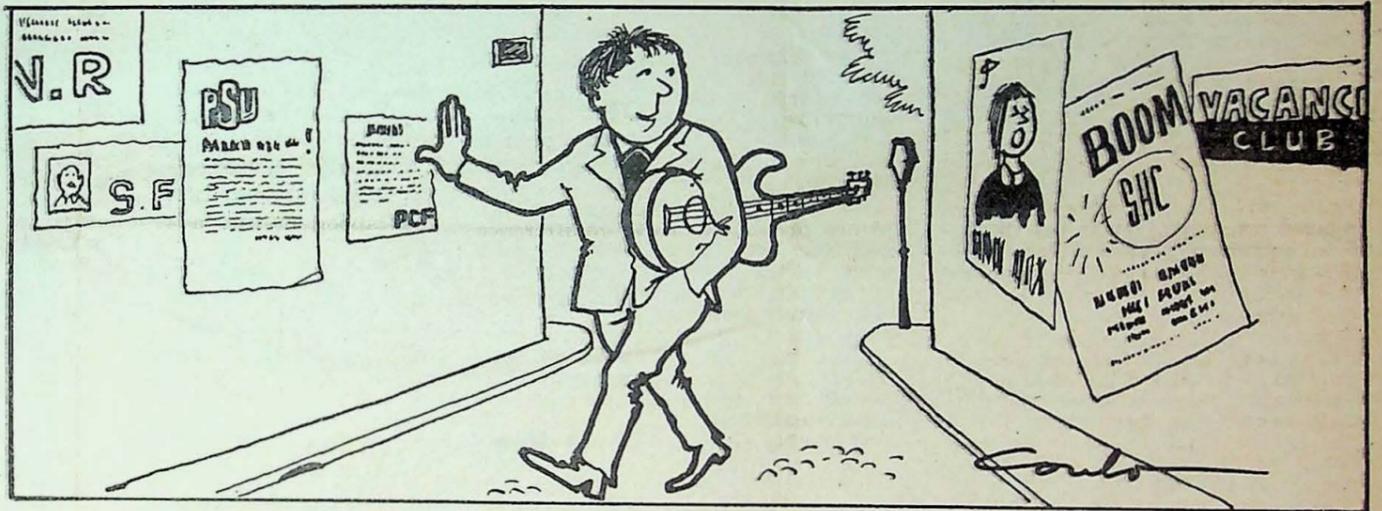
Mais, et c'est là que nous nous éloignons de l'analyse de Kergoat, comme dans le monde du travail, les jeunes ne réagissent qu'à partir du milieu dans lequel ils vivent, dans lequel leur comportement a été modelé, ce serait, pensons-nous, une très grave erreur de ne pas partir de l'analyse vivante de ce milieu, sous prétexte que ce dernier est fort éloigné des conceptions socialistes.

On ne peut transformer un quelconque milieu qu'en partant de celui-ci, sinon le but fixé risque de n'être jamais atteint, puisque l'analyse ne s'appuie pas sur une réalité.

Nous constatons, quand à nous, au risque de faire dresser les cheveux à de nombreux lecteurs de ce journal, que les jeunes d'aujourd'hui se sont lancés dans le « yé-yé » et dans toutes les formes de loisirs qu'il représente, comme d'autres générations le furent, à d'autres époques, se sont lancés, avec l'enthousiasme qui caractérise les adolescents, dans des combats au péril de leur vie.

Ne pas vouloir « regarder » les jeunes tels qu'ils vivent aujourd'hui, c'est en même temps les rejeter et consolider un monde que l'on veut modifier.

Quelle est alors la vie des jeunes dans leurs loisirs et comment certains d'entre eux commencent-ils à réagir ?



Plongé dans une ambiance où les loisirs font l'objet d'une exploitation permanente, les jeunes ont-ils vraiment l'indifférence politique que certains leur prêtent ?

## 2 Les jeunes et les loisirs

Nous partageons les conclusions de Kergoat lorsqu'il évoque, à propos des loisirs, l'aliénation des jeunes.

Ceux-ci, comme le fait remarquer Kergoat, sont victimes des nombreux circuits commerciaux qui vendent les loisirs (voyages organisés, soirées dansantes, disques, revues, guitares électriques, commerce de vêtements, engins mécaniques). Il est donc nécessaire que les jeunes prennent conscience de cette aliénation afin qu'ils saisissent les caractéristiques de l'économie capitaliste. Ils seront alors, et seulement à ce moment-là, disponibles, éventuellement, pour mener une lutte syndicale ou même politique.

Cependant, cette prise de conscience, tremplin nécessaire à un éventuel engagement syndical ou politique, ne peut être obtenue que par les jeunes eux-mêmes, et c'est à travers l'action qu'ils mènent, les responsabilités qu'ils prennent, qu'elle peut s'éveiller.

Or Kergoat, qui certainement souhaite qu'un parti socialiste soit à l'avant-garde de cette action auprès de la jeunesse, rejette, sans l'avoir analysé, sans s'y être « plongé », le milieu même dans lequel vivent les jeunes.

Kergoat condamne l'ère du « yé-yé ». Il faut y voir là, pensons-nous, une accusation d'un système économique ayant comme fin en soi le seul profit, et par là même peu soucieux de la culture et de l'éducation à travers les loisirs.

Le même système sait fort bien que les divertissements de cette nature éloignent, au moins pour un temps,

Nous pouvons citer quelques exemples :

— A Gonesse, quelques garçons et filles, qui n'ont qu'un café comme lieu de rendez-vous, sont allés d'eux-mêmes expliquer leurs buts, leurs besoins au maire, puis au maire adjoint. A la suite de leurs démarches, une salle a été mise à leur disposition. Après l'avoir équipée et transformée, ils la gèrent seuls.

— Dans une ville du sud de la France, plusieurs bandes de garçons et de filles organisent une fête et, avec le « profit » de celle-ci installent eux-mêmes un « filneige » (espèce de petit remonte-pente) qu'ils feront fonctionner et géreront. N'est-ce pas là une action concrète par laquelle certains jeunes, par leur propre initiative et leur seule volonté, luttent, indirectement, contre la banque Rothschild, la Compagnie de Suez, la Compagnie des chemins de fer P.L.M. qui, par exemple, à Varsles-Claus, dans les Alpes du Sud, investissent vingt millions de francs (N.F.) pour équiper une station de ski.

— A partir de Paris, pendant tous les week-ends de la saison d'hiver, les jeunes louent des cars à destination de la montagne et organisent des distributions de skis et de chaussures.

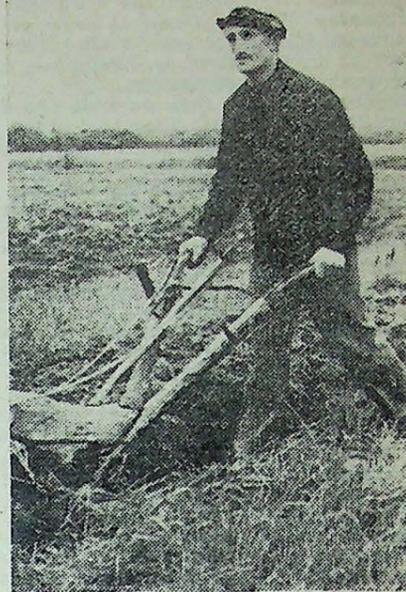
Ces exemples montrent comment certains jeunes, à partir naturellement d'une forme de loisirs qui leur a été « imposée » par les structures capitalistes, arrivent, au moins partiellement, à s'en échapper.

Mais seule l'action leur permet

(1) Quant à l'apprentissage, au sens où l'entend le Code du Travail, nous avons principalement en vue certains employeurs, de commettre des abus.

## RÉFORME AGRAIRE

### Aspects sociaux et aspects d'emploi.



(Photo A.D.P.)

L'agriculture appelle toujours une révolution technique.

Genève. — Inégalité flagrante des revenus dans l'agriculture comportant des extrêmes de richesse et de pauvreté, grande insécurité de l'emploi et des revenus agricoles, existence dans certains pays de systèmes d'amodiation qui ont presque le caractère de servage, tels sont quelques-uns des principaux défauts des structures agraires que met en relief le Bureau international du Travail dans un rapport destiné à la Conférence internationale du Travail, dont la 49<sup>e</sup> session s'ouvre à Genève le 2 juin 1965.

La conférence sera, en effet, appelée à procéder à une discussion générale sur un point de son ordre du jour ainsi libellé : « La réforme agraire et, en particulier, ses aspects sociaux et ses aspects d'emploi. »

Le rapport du B.I.T. relève que si l'Organisation internationale du Travail s'intéresse à la réforme agraire, c'est parce que « les défauts des structures agraires empêchent fréquemment les membres de la population active agricole de trouver des emplois productifs et rémunérateurs qui leur assureraient un niveau de vie acceptable ». En effet, « de vastes programmes de réforme agraire, au sens large du terme, c'est-à-dire des ensembles de mesures cohérentes et coordonnées en vue de l'amélioration de la situation rurale, peuvent ouvrir aux cultivateurs et aux travailleurs agricoles la perspective d'accéder à la propriété d'une exploitation assez grande pour être rentable, garantir à ceux qui resteront ; fermiers ou salariés, une sécurité suffisante de l'emploi et des moyens d'existence raisonnables et, enfin, offrir des possibilités d'emploi non agricole à ceux dont l'agriculture n'aura plus besoin ».

Le rapport du B.I.T. analyse quelques-uns des principaux défauts des structures agraires et leurs répercussions sur le plan social et sur celui de l'emploi. Il indique notamment que l'utilisation insuffisante de la main-d'œuvre rurale est due, en grande partie, à la mauvaise répartition de la propriété foncière, qui a pour corollaire l'existence simultanée de grandes exploitations, d'une part, et de petites parcelles morcelées et de travailleurs non propriétaires, de l'autre.

Le rapport souligne que, dans beaucoup de pays en voie de développement, une forte proportion d'exploitations sont trop petites et morcelées en de trop nombreuses parcelles éparpillées pour permettre au cultivateur et à sa famille de subsister, même chichement, pour assurer le plein emploi ou même pour qu'il soit possible d'améliorer tant soit peu les méthodes de culture.

Dans plusieurs pays d'Asie, par exemple, l'existence d'un grand nombre d'exploitations minuscules soulè-

ve un grave problème ; c'est peut-être, de tous les obstacles qui s'opposent au progrès économique et social, le plus sérieux et le plus difficile à éliminer.

Ainsi dans la plupart des Etats de l'Inde, plus de 50 p. 100 des familles d'agriculteurs exploitent moins d'un hectare de terre, alors qu'il faudrait deux hectares au minimum pour assurer leur subsistance.

Dans les pays d'Amérique latine, la petitesse de la plupart des exploitations s'explique par le fait que la propriété des terres est concentrée entre les mains d'un petit nombre de grands exploitants. On estime, *grosso modo*, que 10 p. 100 des propriétaires possèdent 90 p. 100 des terres de ces régions. Le rapport précise qu'une « telle concentration de la propriété foncière fait obstacle à l'emploi de méthodes de culture intensive, à une meilleure utilisation de la main-d'œuvre et à une élévation des niveaux de vie de la majeure partie de la population agricole ».

Une autre conséquence des défauts de la structure agricole est l'exode rural. Sans doute, estime le rapport, dans les pays évolués, la désertion des campagnes était inséparable du processus de développement économique et constituait un phénomène indispensable d'adaptation à une productivité agricole en augmentation et à la croissance de l'économie dans son ensemble. Cependant, même dans ces pays, l'exode vers les villes peut se traduire par « un dépérissement des campagnes ou la formation de zones de dépression sociale ».

Quant aux pays en voie de développement où l'industrie est encore embryonnaire, le mouvement migratoire rural conduit fréquemment à un déplacement du sous-emploi des régions rurales vers les zones urbaines.

#### But de la réforme agraire

Pour atteindre son but, qui est de corriger les défauts de la structure agraire, la réforme agraire doit non seulement constituer un vaste programme intégré, mais aussi être d'une ampleur suffisante.

Dans l'intérêt de la justice sociale, les programmes de réforme agraire doivent éliminer les grandes disparités qui existent dans la répartition des revenus, la propriété foncière et le statut social et politique de la population agricole ; ils doivent encourager cette population à développer ses aptitudes, lui assurer la sécurité de l'emploi et des conditions de vie satisfaisantes.

Sur le plan économique, la réforme agraire doit constituer un cadre approprié dans lequel la production et la productivité par travailleur puissent augmenter de façon continue.

Si la redistribution des droits de propriété sur la terre a constitué un des éléments essentiels de la plupart des programmes de réforme agraire, ce n'est certes pas le seul. L'adoption de mesures directes destinées à redistribuer les revenus de l'agriculture est une autre façon d'aborder le problème, en renforçant le pouvoir concurrentiel des fermiers, des métayers et des travailleurs salariés et en établissant de nouveaux liens juridiques entre la terre et ceux qui la cultivent.

De toute façon, la simple redistribution des terres ne saurait être suffisante ; elle doit être accompagnée d'une série de mesures comportant la formation technique des bénéficiaires des programmes de réforme, l'octroi de plus grandes facilités de crédit et de commercialisation, l'adoption de nouveaux systèmes de culture, ainsi que la création d'emplois en dehors de l'agriculture, pour que la réforme agraire puisse atteindre ses objectifs multiples.

Enfin, le rapport souligne que les organisations coopératives de différents types peuvent contribuer au succès de la réforme agraire, en permettant, notamment, de combiner les avantages des petites et des grandes exploitations.

(D'après l'O.I.T.)

de parcourir ce long cheminement. Ils deviennent là aussi, et seulement au terme de ce cheminement, disponibles pour un éventuel engagement syndicaliste ou politique.

Nous abordons, pour conclure, un autre aspect de l'analyse de Kergoat, celui des jeunes face à « la politique ».

### 3 Les jeunes et la politique

Kergoat affirme que « l'indifférence politique est en général très grande chez les jeunes ».

Il est fréquent de nos jours d'évoquer cette fameuse indifférence politique qui, d'ailleurs, ne caractériserait pas la jeunesse mais concernerait également les adultes.

Mais avant de conclure, un peu précipitamment, à l'existence chez les jeunes d'une indifférence politique, posons la question de savoir ce que nous entendons exactement par indifférence politique.

Pour appuyer son affirmation, Kergoat cite des chiffres : 8 à 9 % seulement ne seraient pas indifférents à la politique. Ce pourcentage, apparemment faible, reflète essentiellement une réponse à une question : « Vous arrive-t-il d'avoir des discussions politiques ? »

Il est également précisé qu'à la même époque, au moment de la guerre d'Algérie, 68 % considéraient l'Algérie comme le premier problème politique français.

Le choix même de cette citation et la manière dont Kergoat exploite les résultats de l'enquête illustrent d'une manière frappante ce qui sépare actuellement les militants politiques de la masse de la jeunesse et ce qui amène les premiers à conclure à cette fameuse indifférence politique des seconds.

On ne peut tirer d'une réponse à une question aussi abstraite : « Vous arrive-t-il d'avoir des discussions politiques ? » le moindre signe d'un quelconque comportement social.

Avoir des discussions politiques, pour un militant, c'est avant tout se préoccuper de la désignation de tel candidat à l'occasion de telles élections, c'est prendre ses responsabilités militantes avant un vote qui va engager son parti ; avoir des discussions politiques pour un jeune militant c'est, bien souvent, et sans aucune connaissance du problème de sa part, tirer dans « le dos » du député du coin.

Nous sommes vraiment loin de ce que l'on peut appeler le manque de conscience civique, considéré par certains comme une indifférence politique.

Par contre, lorsque, à la même époque, les mêmes jeunes répondent, à 68 % que l'Algérie est le premier problème politique français, nous constatons que cette réponse est le type même du comportement conscient face à une situation politique. A l'époque, il n'y avait donc, non pas 9 % de jeunes qui étaient sensibilisés par un événement politique, mais 68 %.

Pour reprendre le même exemple,

on ne peut oublier le nombre important de jeunes qui, dans le contingent, ou avant leur départ, ou à leur retour, ont, à l'occasion du combat que menaient les Algériens, pris conscience de la nature même de ce combat. Cependant, tout ces jeunes étaient « inorganisés, dépolitisés ». Ils ne faisaient pas de politique, mais, par leur action, leur comportement, ils s'engageaient en fait tous les jours dans une lutte politique.

Il en est de même aujourd'hui, les jeunes qui, en dehors de toute organisation politique ou même syndicale, organisent eux-mêmes leurs loisirs, cherchent une amélioration de leur vie de jeunes travailleurs, grâce à leur ténacité, à leur volonté, à leur enthousiasme, à leur optimisme, tout ceci, naturellement, empreint du comportement qui caractérise les adolescents.

Nous n'avons pas ici la prétention d'analyser, dans leur ensemble, les problèmes qui se posent aux jeunes, et encore moins celle de proposer certaines formes d'action politique ; nous avons voulu projeter quelques images vivantes, afin de faire apparaître certains signes qui séparent la masse des jeunes inorganisés des appareils politiques.

Si on constate, certes, que les jeunes ont des comportements naturels, qui se prêtent assez mal à des embrigadements et qui, à certains moments de leur existence d'adolescents les éloignent tout naturellement des partis politiques, cet éloignement ne peut qu'être accentué lorsque la politique est le fait d'états-majors ».

Si, par exemple, les splendides maisons des jeunes, belle réalisations du 1<sup>er</sup> Plan d'équipement sportif et social culturel, restent, dans certains cas, vides, ce n'est pas parce que les jeunes sont antigauillistes, mais parce que ces réalisations ne font pas parties de leur vie, ni pour la construction ni pour le recrutement des dirigeants.

Contrairement à ce que certains affirment, nous constatons que nombreux sont les jeunes qui sont prêts à prendre en main l'organisation de leurs loisirs, car ils sont lassés d'être à la merci de marchands de distractions.

Nous ne croyons donc pas que les jeunes présentent cette indifférence politique dont nous parle Kergoat, mais encore est-il nécessaire pour qu'un parti socialiste puisse percevoir leur véritable comportement qu'il sorte de ses luttes de tendances, de ses motions théoriques et qu'il abandonne un langage qui reste dans la plupart du temps étranger au monde extérieur.

Peut-être qu'à ce moment-là ses cadres s'ouvriront en « collant » à la réalité, à tous ces jeunes qui sans eux avancent, transforment, construisent.

Claude C. Juin.

## LIVRES

### Vient de paraître

#### ESSAIS

LE THEATRE POPULAIRE, POURQUOI ? — Emile Copfermann. Une analyse lucide et bien documentée du courant de théâtre populaire qui s'est développé en France depuis quelques années, de ses tendances et de ses perspectives. — Ed. François Maspéro.

LA FRANCE PAUVRE. — Paul-Marie de la Gorce. L'expansion n'a pas supprimé la pauvreté. Des secteurs entiers de la nation ne bénéficient que pour une maigre partie dans l'enrichissement du pays. La lutte contre cette pauvreté ne peut être menée victorieusement qu'au moyen de la politique. — Ed. Grasset.

LA PAPAUTE SOCIALISTE. — Giovanni Spadolini (traduit de l'italien). L'auteur s'attache à prouver que l'Eglise et la Papauté sont par essence à gauche, de par les Evangiles, de par leur tradition, de par leur histoire. Ses jugements ne manqueront pas de soulever de vives discussions. — Ed. Del Duca.

#### LE PRIX LOUIS-RAMEIX A MARCEL DESVAUX

Le Prix Louis-Rameix, qui récompense chaque année le meilleur titre paru dans la presse, a été décerné à notre excellent ami Marcel Desvaux pour ce titre du 31 décembre 1964 : « En France, le bas de laine concurrence le textile ». Toutes nos félicitations.

## TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV<sup>e</sup>)  
Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV<sup>e</sup>)  
Tél. : SUF 19-20 Tél. : FON 22-60

Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14<sup>e</sup> Tél. : LIT 19-39.  
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris  
Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois ..... 18 F  
1 an ..... 35 F  
Soutien : à partir de .. 70 F  
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.  
58-61, rue La Fayette Paris (9<sup>e</sup>)

# 1945 La République démocratique allemande 1965

(IV) ENTRETIENS

Un reportage de B.-A. BRILLE

L'étude que nous venons de publier au cours de ces quatre numéros de « Tribune Socialiste » est forcément limitée. Nombreux sont nos lecteurs qui nous ont écrit pour que notre camarade Brille précise certains points, soit insuffisamment développés, soit absents de l'analyse. L'auteur répondra à chacun d'eux, dans la mesure du possible.

Il faut souligner ici les conditions dans lesquelles s'est déroulé ce reportage. L'auteur avait été invité — au sein d'une délégation d'anciens résistants français — à l'occasion de la célébration du 8 mai 1965, vingtième anniversaire de la victoire des alliés sur l'Allemagne hitlérienne. Le séjour en R.D.A. dura seulement une semaine et fut exclusivement consacré à Berlin-Est et ses environs.

Ce n'est donc pas en un si court laps de temps qu'il est possible de faire une étude exhaustive sur cette expérience de démocratie populaire. Naturellement, l'auteur a dépouillé une importante masse de documents, mais il manquerait, évidemment, l'accent de vérité s'il n'y avait pas, en plus, un souffle humain qui vienne animer et rendre vivante la théorie.

Au début de ce reportage, l'auteur a insisté sur l'attitude du lecteur — ou du spectateur — devant les problèmes du socialisme. Pour bien comprendre ces derniers et les juger, l'auteur pense — non sans raison — qu'il est souhaitable de les aborder dans un esprit de large bonne foi et d'objectivité absolue. Autrement dit, il est plus facile pour un socialiste sincère de juger une expérience socialiste que pour un individu encore enlégé

malgré le dévouement de nos camarades. Bien des erreurs furent commises, mais pouvait-il en être autrement ?

Nous avons beaucoup souffert de la politique de la République fédérale. Elle a attiré de nombreux savants, des intellectuels, des techniciens et même des ouvriers.

Q. — Ces gens fuyaient votre régime socialiste.

R. — Il y avait de tout. Des fascistes qui parlaient à l'Ouest pour s'y trouver plus en sécurité. Ceux-là, nous ne les regrettons pas. Des gens qui ne croyaient pas au socialisme. Le socialisme, vous savez, c'est une doctrine, mais c'est aussi une disposition d'esprit et de caractère. Il y avait aussi des gens qui étaient attirés par la prospérité de l'Ouest. Oui, nous avons eu des débuts difficiles en matière d'approvisionnement car la manne américaine ne nous a pas baignés et l'aide de nos

sommes toujours de bonne foi et notre seul but, c'est le socialisme, que nous voulons établir dans notre République démocratique. Alors nous sommes très attentifs et très sensibles aux réactions de nos visiteurs, surtout lorsqu'ils sont socialistes.

Et pour créer un complet climat de confiance, le haut fonctionnaire ajouta :

« Camarades, j'ai 40 ans. C'est-à-dire qu'en 1945, j'avais 20 ans. J'ai été éduqué et élevé au sein des Jeunesses hitlériennes et je n'ai connu qu'elles. Mon père était un bourgeois et moi-même, aujourd'hui, j'appartiens au Parti National Démocrate. Lorsqu'en 1945, je vis l'étendue du désastre allemand, j'ai fait, moi-même, le procès de ma conscience. Et j'ai compris toute la lourde responsabilité de mon milieu familial et de ses semblables, et les crimes de l'hitlérisme. De ce jour, je me suis mis au service de la révolution socialiste et de la démocratie. J'occupe, aujourd'hui, des fonctions importantes au côté de vieux résistants antifascistes. Nous travaillons en confiance parce que notre but est commun. Certes, des drames eurent lieu, parfois, au sein des familles entre les jeunes, qui découvraient la honte du nazisme, et leurs parents. Mais cela était inévitable. Aujourd'hui, c'est l'avenir de l'Allemagne qui nous importe, et nous pensons tout de suite à notre République démocratique, car c'est elle qui incarne le progrès historique et la paix.

« Voici ce que je voulais dire à des camarades, comme vous, qui, je le crois, sont capables de nous comprendre. »

Q. — Tout ceci devrait nous convaincre effectivement que l'ère du socialisme a commencé en République Démocratique Allemande, selon le titre donné au rapport de Walter Ulbricht au congrès du P.S.U. Mais alors quelles explications donnez-vous à l'exode qui a envahi la République fédérale, et dont vous ne pouvez nier le fait ?

Réponse. — Il est incontestable qu'un assez grand nombre d'Allemands sont passés de l'Est à l'Ouest. Les causes en sont multiples et nous pouvons en discuter.

N'oubliez pas, tout d'abord, qu'en 1945 la victoire sur l'Allemagne fut essentiellement une défaite du fascisme, du nazisme et du militarisme. Notre peuple — comme tous les peuples, d'ailleurs — en a subi les conséquences.

Potsdam avait fixé le sort de l'Allemagne en attendant le traité de paix. C'est l'armée soviétique qui a libéré Berlin et c'est l'Union Soviétique qui, dans sa zone d'occupation, nous a permis de liquider les séquelles de l'hitlérisme et de jeter les bases d'un régime socialiste.

Q. — Précisons, voulez-vous, que c'est la coalition alliée qui a vaincu l'Allemagne hitlérienne.

R. — Il reste que chacun des alliés semblait mener sa guerre avec un but déterminé. Pour nous, Allemands, nous devons reconnaître que c'est l'Union Soviétique qui, seule, nous a permis de réaliser ce vieux rêve du peuple : le socialisme.

Qu'avons-nous fait ? Nous avons aboli le fascisme et le militarisme prussien ; nous avons démocratisé tous les domaines de la vie économique, sociale et politique. Pour faire cela, nous avons réalisé la réforme agraire, l'expropriation des monopoles, une réforme complète dans les domaines administratifs, de l'enseignement et de la justice.

Q. — Mais vous avez rencontré une certaine opposition ?

R. — Oui et non. En fait, nous vous l'avons déjà dit, nous sommes partis de zéro. Nous n'avons pas eu à lutter dans la rue — comme les révolutionnaires russes en 1917 — car tout était anéanti dans l'écroulement du régime hitlérien. Notre tâche semblait donc facile.

Mais n'oubliez pas qu'il fallait débarrasser les ruines, épurer tout le personnel, remettre le peuple au travail.

Q. — Chez vous — tout comme de l'autre côté — la majorité du peuple était nazie ?

R. — Naturellement. Mais nous avons réincorporé tous les militants communistes, socialistes et antifascistes. Nous avons été très durs ; il nous a fallu condamner les fascistes criminels et nous avons épuré tous les nazis à tous les échelons. Mais il a fallu remplir tous les postes libérés et former — rapidement — ces cadres. Ce fut une tâche très difficile,

amis socialistes était nécessairement limitée par leurs besoins, car eux aussi avaient connu les destructions de la guerre et l'occupation nazie.

Et puis, nous avons subi toute une série de provocations. Savez-vous que certains touchaient des primes lorsqu'ils faisaient passer à l'Ouest des travailleurs qualifiés. Tant pour un professeur, tant pour un technicien...

Le marché noir des individus s'accompagnait du marché noir des produits (qui manquaient chez nous) et d'une spéculation honteuse. Il a été créé une véritable psychose de fuite.

De plus, par la suite, un cours spéculatif du mark a été imposé, à Berlin-Ouest, jusqu'en août 1961. On échangeait un mark ouest contre quatre et cinq marks est. Avec cette spéculation, nous risquions d'être vidés de tous nos biens de consommation vendus librement à des prix réduits. D'autre part, les travailleurs de Berlin-Est qui passaient à Berlin-Ouest touchaient des salaires plus

élevés et alimentaient le marché noir tout en bénéficiant des avantages sociaux que le régime socialiste mettait à leur disposition : loyers à prix très bas, organismes de sécurité, etc.

Q. — Mais n'aviez-vous aucun contrôle aux limites de la zone ?

R. — Il était pratiquement impossible de tout contrôler. C'est pourquoi il nous a fallu mettre fin aux provocations de l'Ouest. Chantages, débauchages, espionnage, marché noir, cela ne pouvait durer. Savez-vous que la spéculation sur le mark nous a coûté trente milliards ? Pour nous, c'était une question de vie ou de mort ; d'autant que les provocateurs de l'Ouest ne se cachent pas de leur désir de reconquérir — par la force — l'Allemagne de l'Est.

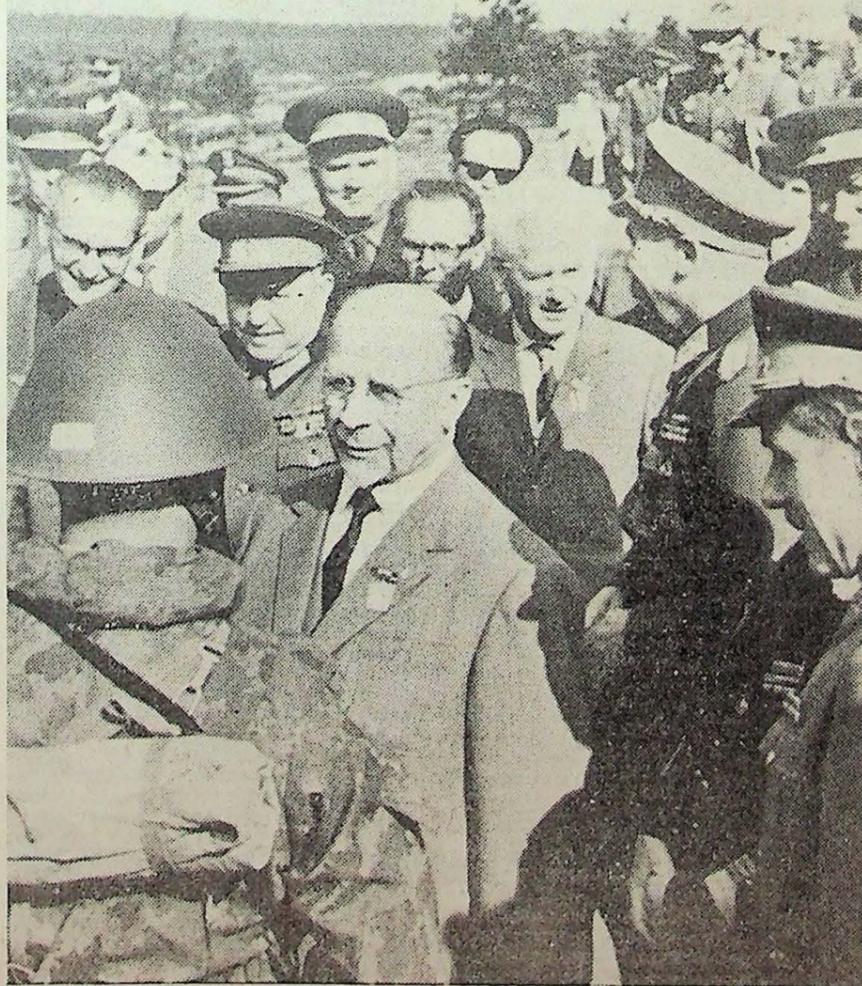
Voilà pourquoi, en accord avec nos alliés du pacte de Varsovie, nous avons édifié le mur au milieu de Berlin et rendu les frontières imperméables.

Q. — Mais cette mesure a fourni la preuve que vous vouliez consacrer réellement la coupure entre les deux Allemagnes ?

R. — C'est absolument inexact. Les mesures que nous avons prises sont des mesures de circonstance et rien ne s'oppose à ce qu'elles soient assouplies au maximum. D'ailleurs, il n'a pas tenu à nous que ces mesures soient amenues, la preuve, c'est que nos frontières sont ouvertes, avec facilité, lors des grandes fêtes. La convention de Berlin, signée le 17 décembre 1963 entre les représentants des deux Berlins, a permis, entre le 19 décembre et le 5 janvier 1964, le passage de 1.242.810 habitants de Berlin-Ouest venus à l'Est visiter leurs parents.

Nous avons proposé que le protocole du 17 décembre soit prolongé, mais nous nous sommes heurtés à une volonté systématique des représentants de Berlin-Ouest de se servir — comme ils l'ont toujours fait — de Berlin comme d'une plate-forme avancée de la guerre froide — froide aujourd'hui, mais peut-être chaude demain — contre l'Etat Socialiste Allemand.

En voulez-vous des preuves ? Berlin-Ouest est — légalement — en dehors du territoire de l'Allemagne occidentale. Or, nous considérons que la convocation des commissions du Bundestag à Berlin-Ouest est une provocation manifeste. Les gouvernements des puissances occidentales ont déclaré à plusieurs reprises que Berlin-Ouest ne fait pas partie de la République fédérale ouest-allemande. De plus, la commission militaire du Bundestag a siégé à Berlin-Ouest et a discuté de la mobilisation de la population civile, or les puissances occidentales ont, maintes fois, démenti que Berlin-Ouest soit intégré au programme d'armement ouest-allemand. La politique revancharde de Strauss — qui réclame l'armement atomique pour l'armée allemande — est res-



(Photo Tribune.)

Walter Ulbricht, depuis de longues années, numéro 1 de la R.D.A.



(Photo A.F.P.)

Le mur de Berlin : « Pour moi, c'était une question de vie ou de mort »

responsable de la tension qui existe entre les deux parties de la nation allemande.

Enfin, vous avez connu, comme nous, les folles propositions du général Trettnner, ex-général nazi maintenant chef de l'armée allemande, qui voulait poser, à la frontière des deux Allemagnes, un rideau de mines atomiques.

Q. — Mais alors comment concevez-vous l'éventuelle réunification de l'Allemagne, si vous en êtes partisan ?

R. — Il y a deux Allemagnes, mais il n'y a qu'un seul peuple allemand. Il y a deux Etats, mais il n'y a qu'une seule nation allemande. Aujourd'hui, il n'est pas réaliste de ne pas reconnaître l'existence de la République Démocratique Allemande. Votre Président de la République française l'a admis tout récemment. Et puis, la R.D.A. entretient des relations diplomatiques avec tous les Etats socialistes du monde et nous avons des consulats généraux dans beaucoup d'autres pays. Jusqu'ici, nous avons conclu neuf cents traités internationaux, dont cent soixante-dix avec des pays non socialistes.

Nier l'existence de la R.D.A., c'est nier l'évidence. Cependant, nous protestons vivement de la prétention de Bonn de parler au nom de toute l'Allemagne et nous sommes irrités de l'attitude des puissances occidentales de ne reconnaître que Bonn. En voulez-vous une preuve ? Lorsqu'un habitant de Berlin-Est veut se rendre dans un pays de l'Ouest, il doit obtenir un visa. Ce visa doit être demandé à la Commission interalliée qui siège à Berlin-Ouest. Naturellement, sur la pression de Bonn, la plupart des visas sont refusés. Pourquoi n'y a-t-il pas une commission équivalente à Berlin-Est ?

Nous sommes partisans de la réunification des deux Allemagnes, mais nous voyons les choses avec réalisme et nous pensons qu'il faut observer plusieurs étapes successives. Nous avons adressé au gouvernement de Bonn, depuis l'existence de la R.D.A., plus de cent cinquante propositions. Ces propositions contiennent toujours les mêmes idées essentielles.

Nous pensons qu'il faut hâter la conclusion d'un traité de paix avec les deux Etats allemands. Mais cela suppose naturellement la reconnaissance officielle, par tous les gouvernements alliés, de la République Démocratique Allemande.

Nous voulons aussi la transformation de Berlin-Ouest en une ville libre et démilitarisée.

Q. — Et Berlin-Est ?

R. — Berlin est la capitale de la République Démocratique. Berlin-Ouest est à 160 km de la République fédérale, dont la capitale est à Bonn. Berlin-Ouest — ville libre — hâterait la fin de la tension entre les alliés et les deux Allemagnes. Ce serait une première détente et un pas vers l'entente entre les deux Allemagnes. Mais cela suppose le départ de toutes les troupes d'occupation (sauf les commissions alliées) ainsi que de la Bundeswehr. Concevez-vous une armée étrangère — avec le caractère offensif des dirigeants et des généraux ouest-allemands — campant au cœur même d'un pays pacifique et libre ?

Nous nous engageons à respecter la

souveraineté du territoire de l'Ouest, à condition de réciprocité. Nous avons proposé que les deux Etats allemands entrent en négociations afin de trouver un accord à l'égard du contenu du traité de paix allemand.

Nous voulons que les deux Etats allemands renoncent solennellement à l'armement nucléaire, à sa fabrication et au droit d'en disposer. Mais nous pensons aussi qu'il faut mettre une limite aux dépenses militaires et aux armements. Ceci suppose qu'un accord pacifique soit conclu avec les Etats du pacte de Varsovie et les pays membres de l'O.T.A.N.

Dans nos propositions, nous mettons encore la reconnaissance réciproque de la citoyenneté des ressortissants des deux Etats allemands comme condition de normalisation quant aux voyages afin de faire cesser toute discrimination entre les citoyens des deux Etats en Allemagne et à l'étranger.

Nous pouvons, dès maintenant, engager des négociations pour l'établissement de relations communes, à tous les niveaux : culturel, politique, social, sportif, financier, etc.

Enfin, on pourrait conclure un traité commercial afin d'étendre le commerce entre les deux Etats.

Voilà, quant à nous socialistes allemands de l'Est, les propositions que nous avons faites aux Allemands de l'Ouest.

Mais, pour cela, il faut reconnaître que la République Démocratique Allemande est un Etat souverain, différent de la République fédérale allemande. Différent quant à nos structures et à nos perspectives que nous n'abandonnerons jamais, c'est-à-dire l'édification du socialisme en Allemagne.

Q. — Parce que vous avez le désir de transformer également la République fédérale en un Etat socialiste ?

R. — C'est le socialisme qui est le seul garant contre la renaissance du militarisme et de l'impérialisme allemands. C'est le socialisme qui est la seule chance d'une vie pacifique pour la classe ouvrière allemande, et pour tous les travailleurs du monde.

Bien sûr, nous ne voulons pas nous lancer dans la lutte contre le capitalisme occidental en Allemagne. Mais nous pensons que le socialisme est une perspective pour tous les travailleurs. Pour l'immédiat, notre perspective rapprochée, c'est la constitution d'une Confédération des deux Etats allemands, respectant leur propre souveraineté et assurant la collaboration entre les deux Etats.

N'est-ce pas là un langage raisonnable ?

Q. — Croyez-vous que cela ne dépende que de vous, Allemands ?

R. — Hélas ! non. Il n'est pas douteux que l'Allemagne est au centre de toute la politique mondiale. Nous sommes en R.D.A., un pays socialiste, et nous sommes aidés par les pays socialistes. L'Allemagne de l'Ouest est un pays capitaliste et il est allié des pays capitalistes.

Une Allemagne socialiste serait une mortelle épée dans le corps du capitalisme européen et mondial.

Celui-ci a trouvé, à Bonn, ses ultras avec les revanchards militaristes et les nostalgiques du nazisme qui sont honorés dans toutes les fonctions de responsabilité. Nous autres, nous ne

pourrons certes jamais nous unir avec ces gens, mais il nous faut, dans l'immédiat, créer les conditions du rapprochement entre les travailleurs allemands des deux Etats et préserver la paix. C'est le but de la Confédération d'éviter que ne se creuse progressivement, au sein de notre peuple, un fossé qui rendrait plus difficile, sinon impossible, la réunification.

Lorsque les puissances alliées auront compris qu'il est temps de cesser de considérer le territoire allemand comme une plate-forme de confrontation et de guerre froide entre les deux conceptions de la vie : le socialisme et le capitalisme, alors les difficultés pour une réunification de nos deux Etats seront vite surmontées par les travailleurs. Mais nous avons confiance qu'en définitive le socialisme triomphera dans la paix.

Ainsi s'achève cette rapide incursion dans le système socialiste de la République Socialiste Allemande. On peut en discuter — tout se discute — à condition d'être de bonne foi... et de bonne volonté.

Cependant, pour comprendre ces problèmes, il faut les aborder sans préjugés préconçus. L'approche d'une organisation socialiste, au niveau d'un Etat, réclame l'acceptation tacite d'une certaine conception des rapports des hommes entre eux et avec l'Etat. Mais, au-dessus de cela, il faut admettre une certaine philosophie qui donne son but à la vie.

Le socialisme est, pour nous, cette philosophie de l'homme et le système socialiste son application dans la société. Mais les choses ne sont pas si simples, car la pâte que l'on veut couler dans le moule du socialisme, c'est la pâte humaine, c'est l'homme, et ce dernier doit être protégé contre les excès du dogmatisme, faute de quoi il risque de perdre sa personnalité.

Pourquoi nier que nous avons eu l'impression d'un lourd encadrement systématique des individus dans ce système qui se veut socialiste : nous avons recueilli quelques aveux d'excès dogmatiques. Mais cela n'est-il pas inévitable ? L'essentiel est de savoir le reconnaître et de faire l'effort de redressement nécessaire. C'est au con-

tact des régimes différents que peut se glisser le ferment d'un assouplissement d'un régime qui, à son origine, a dû, nécessairement, faire preuve d'une grande autorité pour faire face à toutes ses difficultés, dont la moindre n'était pas, certes, l'hostilité avouée des pays industriellement développés (nous pensons, naturellement, aux pays capitalistes).

Aujourd'hui, une détente s'amorce dans la réalité des choses. Un arrangement commercial entre la France et la R.D.A. prévoyait, pour 1963, 62 millions d'échanges dans chaque sens. Or, la France a vendu pour 89,5 millions de francs et pour 1964, rien qu'en trois contrats (dont celui passé avec la Régie Renault). Notre pays est engagé pour 77 millions de francs, le total des échanges étant passé à 220 millions.

Mais la Commission commerciale de la R.D.A., à Paris, n'a aucun statut diplomatique et notre gouvernement continue à ne point reconnaître la République Démocratique Allemande... alors qu'il a reconnu la Chine communiste et la Mongolie extérieure !

Quant à l'Allemagne fédérale — qui fait pression pour que ne soit pas reconnue la R.D.A. — ses échanges commerciaux, conclus sous le signe « interzones », sont, en volume, vingt fois supérieurs à ceux de la France.

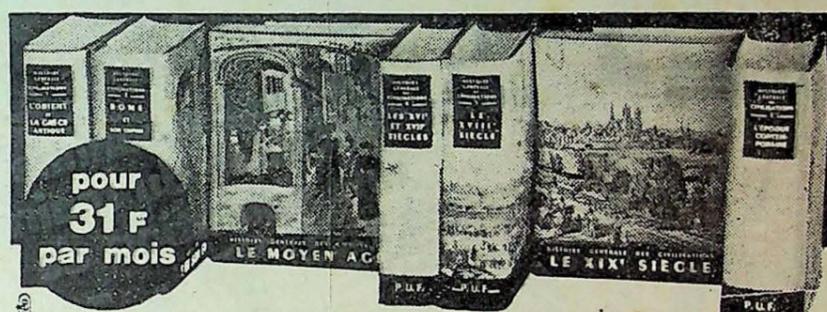
Mais Bonn prétend être consulté sur les transactions commerciales et financières avec l'Allemagne orientale.

Tout cela est profondément illogique. Illogique et injuste. Et, en définitive, cela va à l'encontre des intérêts des gouvernements, et de ceux des hommes, car les bons rapports entre ces derniers cimentent la paix entre les nations.

L'unité idéologique n'est pas pour demain, et, d'ailleurs, l'unité à tout prix est un leurre qui aboutit à la capitulation. C'est la coopération entre les nations qui mène à la compréhension mutuelle entre les hommes.

Pourquoi ne serait-ce pas là le chemin de la réunification des deux Etats... et la fin heureuse du problème allemand ? L'Europe et la paix y gagneraient.

B.-A. Brille.



## HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS

complète en 7 volumes illustrés

La critique internationale

La plus belle histoire "humaine" que nous possédions. Mercure de France. Une admirable équipe. Education Nationale. Une réalisation de grand style. Le Parisien Libéré. Un soin qui fait honneur à l'édition française. Le Monde. D'une admirable vigueur scientifique. Il Giornale d'Italia. Un modèle de synthèse. American Historical Review. L'idée française que l'histoire peut être présentée à un public plus vaste que celui des érudits, sans sacrifier la méthode érudite, a rarement trouvé démonstration plus éclatante. Economic History Review. Ces sept volumes magnifiquement illustrés ne doivent manquer à aucune bibliothèque. Die Neue Gesellschaft. La qualité du papier, de la typographie et de l'illustration est pleinement digne du texte. Miroir de l'Histoire.

Batailles, traités, biographies royales, grandeur et décadence des Etats, forment la trame de l'Histoire traditionnelle. Mais combien plus passionnante est l'Histoire de l'Homme : décor de la vie quotidienne, progrès des techniques, évolution des idées, des mœurs et des rapports sociaux. Tel est l'objet de l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS, publiée par les célèbres PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, groupant pour cette gigantesque synthèse, sous la direction de l'inspecteur Général Maurice Crouzet, les maîtres les plus éminents de la Sorbonne. Embrassant toutes les sociétés, toutes les époques, cette grande œuvre a la valeur scientifique des meilleures Histoires universelles, mais infiniment plus d'attrait et, indispensable aux professeurs et aux étudiants, elle offre à tous les publics une lecture facile et passionnante. Cet attrait est encore accru par une illustration merveilleusement vivante qui ressuscite à nos yeux le passé (336 planches hors-texte 200 cartes et plans) et par une présentation digne des plus belles bibliothèques : chaque volume 18,5 x 23,5 cm de 600 à 820 pages imprimé sur alfa, est relié pleine toile, fers spéciaux 2 tons sous jaquette en couleurs laquée.

La collection complète des 7 volumes, est encore actuellement offerte par la Librairie PILOTE aux conditions exceptionnelles suivantes : 12 mensualités de 31 F ou 3 versements en 115 F ou 340 F comptant. Elle est expédiée franco de port et d'emballage avec droit de retour. Vous pouvez ainsi recevoir les volumes pour examen et si vous êtes déçu, les renvoyer dans les cinq jours dans leur emballage d'origine. Il n'y a donc pour vous aucun risque à mettre dès aujourd'hui à la poste le bon ci-dessous pour ne pas manquer cette occasion d'embellir votre bibliothèque de cette œuvre magistrale.

**BON** à adresser à la Librairie PILOTE 30, rue de Grenelle PARIS 7<sup>e</sup>  
 Veuillez m'adresser pour examen l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS.  
 Si je ne vous renvoie pas dans les 5 jours les 7 volumes dans leur emballage d'origine, je vous réglerai  340 F comptant  en 3 mensualités de 115 F  en 12 mensualités de 31 F.

Nom..... Profession.....  
 Adresse.....  
 N° de C.C.P. ou bancaire..... Signature.....

La solution de gauche ne peut plus être ignorée

COMBAT

LE P.S.U. : NON A DEFFERRE, OUI AU CANDIDAT DE LA « SOLUTION DE GAUCHE »

Le 14<sup>e</sup> congrès national du P.S.U. a achevé hier après trois jours de débats très souvent confus...

La Nation

Le P.S.U. : "Non à Defferre"

Le P.S.U. contre Defferre La « solution de gauche » préconisée par le P.S.U. lors de son congrès de la Pentecôte, comme étant la seule voie sûre lors de la course à l'élection présidentielle de décembre prochain, le parti...

LES ECHOS

LE CONGRÈS DU P.S.U., QUI A PRIS FIN HIER, A DÉCIDÉ QU'UN CONSEIL NATIONAL FIXERA EN SEPTEMBRE L'ATTITUDE DÉFINITIVE DU PARTI AU SUJET DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES.

Dès maintenant, les socialistes unifiés condamnent l'initiative « centriste » de Gaston Defferre et soulignent qu'une « solution de gauche » peut lui être opposée. Le comité politique national s'exprime au cours de sa séance du 14 septembre.

forces nouvelles

FIGAR



RÉUNI EN CONGRÈS A GENNEVILLIERS

Le P.S.U. est unanime pour opposer à la tentative du maire de Marseille une « solution de gauche »

ON NE FAIT PAS LE SOCIALISME AVEC L'APPOI DU M.R.P.

L'ARRÊTÉ EN SEPTEMBRE SON CHOIX PRÉSIDENTIEL

Le Congrès du P.S.U. unanime contre la fédération Humma

REACTION HOSTILES : après celle des communistes, qui protestent maintenant de leur propre candidat à la présidentielle, on a vu hier celle du P.S.U. (par son congrès) qui a échoué de vingt-quatre heures par un vote de 100 voix contre 100.

Fort de son unité réaffirmée le P.S.U. choisit le dur chemin de la rigueur

Parisien

Le P.S.U. : Un suicide collectif Pas d'hésitation non plus de la part du parti socialiste unifié dont le secrétaire national, M. Edouard Depreux, déclarait hier en conclusion du congrès réuni à Gennevilliers : « Nous venons d'assister au suicide collectif du socialisme au sein de la S.F.I.O. Le P.S.U., de son côté, réunira un conseil national en septembre dans l'espoir d'avoir trouvé d'ici là une « solution de gauche » pour une candidature présidentielle. »